Vol 13 # 37 • Du18 au 24 Mars 2020
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Kowonaviris : Prekosyon pa kapon

Page 6

LES EMPLOYÉS FERMENT LA MAIRIE DE HINCHE



Voir page 3

Les employés ont tout bonnement fermé la Mairie de la ville de Hinche pour réclamer le paiement de 8 mois d'arriérés de salaires

Haiti Closes Border, Stops Flights in Attempt to Ward Off Coronavirus

Page 9



Delenda Carthago est (Il faut détruire Carthage)

Page 7



Coronavirus COVID-19: «Made in China » ou « Made in USA »?

Page 10-11

BRÉSIL : UN HAÏTIEN CONFRONTE BOLSONARO



Voir page 3

Un haïtien non-identifié en train de critiquer le président d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro devant le palais présidentiel dans la soirée du lundi 16 mars 2020



Mort d'une femme enceinte après une chute à la frontière américaine

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

L'absence de l'Etat alimente la violence

Par Berthony Dupont

Où commence donc la violence, si ce n'est dans le comportement absurde, aliénant et méprisant de ceux-là mêmes qui nous gouvernent !

Qui sont les véritables et redoutables responsables des atteintes quotidiennes graves et répétées dans le pays, si ce ne sont les gouvernements fantoches, les mercenaires aux ordres des puissances impérialistes, les uns plus malhonnêtes que les autres qui ne font que laisser pourrir les conditions de vie des masses indigentes au lieu de les améliorer?

C'est l'absence totale de l'Etat haïtien au sens propre du terme qui en somme a facilité, légitimé et produit tout un réseau souterrain de malfrats pour asphyxier par les moyens les plus sordides les classes populaires. C'est la misère sans aucune lueur d'espoir et toute société inégalitaire se fragmente davantage à mesure que les distances sociales s'accroissent.

Le pire, c'est que le gouvernement, à grands renforts de tapageuse publicité dans les médias bourgeois, demande aux gens de rester chez eux ou de se laver les mains régulièrement pour faire face au Coronavirus, sans prendre aucune mesure en faveur des économiquement faibles, sans aucun souci pour les mal-logés et ceux sans-abri vivant dans les rues ; où vont-ils se laver les mains ?

Pas un mot à leur endroit et il n'a jamais eu une telle mobilisation contre la misère et la pauvreté qui les tuent. Une telle campagne de mobilisation ne devrait-elle pas être entamée aussi contre le mercenariat et le banditisme qui font la loi dans les quartiers populaires ?

Voilà dans les faits, ce qu'il en est de la réalité du pays et qui explique le cycle de la violence puisque dans l'esprit des élites dirigeantes, ces personnes n'existent guère. En vérité, ce ne sont que des exilés ou des réfugiés dans leur propre pays.

Ces damnés qui de tout temps ont été d'avance condamnés à ne jamais pouvoir intégrer la classe moyenne, ces chômeurs à perpétuité qui n'ont pas les moyens de se rendre au marché voire au supermarché pour se procurer un minimum de produit de première nécessité pour leurs besoins primaires. A quoi donc s'attendre quand le désespoir est largement répandu, surtout chez les jeunes puisque le nombre de services et de programmes qui pourraient aider ceux qui en ont le plus besoin s'en trouve davantage inexistant. Et ce n'est pas sans raison, que les gangs se multiplient, les inégalités sociales se sont accrues et la violence s'est transformée en une grande entreprise.

Ce qui est d'actualité présentement dans le pays c'est le recrutement de certains enfants des rues par des bandits armés pour les organiser dans cette structure criminelle de kidnapping contre rançon. Des bandits authentiques mettent sur pied des foyers d'accueil pour former ces enfants au banditisme, de façon à détruire totalement leur espoir d'une vie normale et alimenter leur aliénation.

Le banditisme est devenu catégoriquement une affaire d'Etat ! Déjà dans les milieux misérables, des gens sont obligés de cautionner les crimes des bandits puisque ce sont eux qui remplacent l'Etat. C'est à eux que revient la tâche d'aider la population vivant dans leur entourage dans des programmes sociaux ce qui résulte que les gens ferment leurs yeux et ne se préoccupent point de ce que font ces mercenaires.

Un survivant du kidnapping a tout récemment raconté sur Youtube sa conversation avec celui qui le surveillait. Il avait demandé à sa sentinelle, comment arrivez-vous à faire un tel métier. Ce jeune lui a fait la confidence que depuis qu'il avait terminé ses études secondaires, il n'avait pu rien trouver à faire, le pays ne lui avait rien offert. Il n'a pas de choix pour l'instant et c'est contre lui si le seul travail qu'il ait pu trouver est à l'entreprise du kidnapping.

Ils sont nombreux ces jeunes filles et garçons qui ont été amplement détournés par des hors-la-loi, des drogués, des mercenaires, des policiers et même des parlementaires qui utilisent des plus vils et des plus barbares procédés pour former de jeunes robots pour institutionnaliser, les vols, les massacres, les assassinats et le kidnapping qui est devenu très rentable dans le pays.

Il se peut que cette réalité soit troublante pour certains d'accepter ce fait accompli. Rappelons que cette situation de déstabilisation a été instituée par des puissances capitalistes afin de sauvegarder leurs intérêts vitaux.

Ce même survivant a également expliqué comment lors de sa détention dans un quartier populaire de la capitale, la maison où il était séquestré est rempli de gens et d'enfants qui entrent et sortent sans aucun problème. Comme un fait normal, il n'y a rien d'étrange au fait de voir un inconnu menotté parmi eux.

Lors de sa libération, après avoir payé la rançon, il explique qu'on est sorti avec lui sous les regards de tout le monde et personne n'a montré la moindre sympathie à son égard. Tout le monde s'occupait de ses petites affaires.

Dans le secret et l'arbitraire, selon les témoignages de ce survivant, le kidnapping contre rançon est l'institution la mieux organisée du pays et qui jouit d'un soutien de plus en plus large au sein de la classe des nantis inféodée aux conditions de répression et d'exploitation des masses laborieuses.

L'état capitaliste en Haïti est la violence dans son paroxysme et l'absence de l'Etat est une autre politique voulue pour perpétuer la violence. Alors, peut-on demander à l'impérialisme de combattre ou d'abandonner ce qui est sa création et sa raison d'être, sauf à l'y contraindre par l'imagination créatrice et l'organisation révolutionnaire des forces populaires anti-impérialistes ?

Il n'y a pas à sortir de là !

Brésil : Un haïtien confronte Bolsonaro

Par Marie Laurette Numa

Un haïtien a critiqué Bolsonaro devant le palais présidentiel et lui a dit *« C'est fini, vous n'êtes plus président »*



La rencontre entre le président et le brésilien d'origine haïtienne a eu lieu lundi soir, lorsque le président s'est arrêté pour rencontrer ses partisans à son arrivée à Alvorada sa résidence officielle

Une vidéo enregistrée lundi soir, 16 mars, devant le Palácio da Alvorada, est devenue virale sur les réseaux sociaux après qu'un courageux Haïtien a affronté le président d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro. Au milieu des partisans du président, le citoyen haïtien a condamné la participation de Bolsonaro à une manifestation lors de la pandémie de coronavirus et lui a déclaré en plein visage : « Bolsonaro, c'est fini » et qu'il devait abandonner la présidence.

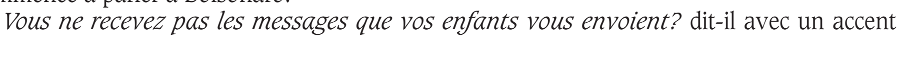
« Vous répandez des virus et tuez des Brésiliens », a-t-il déclaré. Bolsonaro a violé l'avis médical en participant à une manifestation de caractère fasciste où il a fraternisé avec des centaines de personnes. Il faisait référence à la manifestation pro-Bolsonaro le Dimanche 15 mars à laquelle le président avait participé.

Selon le journal *Estado de Sao Paulo*, Bolsonaro avait eu des contacts avec au moins 272 personnes au cours de cette manif où il a serré les mains et tenu des téléphones portables pour les adeptes, des situations qui peuvent propager le covid-19, une maladie causée par le coronavirus.

Rappelons et comme l'avait rapporté le média *Jornal O Dia,* le président brésilien a été testé positif au coronavirus lors d'un premier examen, et selon les informations reprises par le *Guardian*, il attendrait le résultat de la contre-épreuve et consultera les militaires pour savoir s'il doit le révéler.

Jair Bolsonaro contrarié monte dans sa voiture

La rencontre entre le président et le brésilien d'origine haïtienne a eu lieu lundi soir, lorsque le président s'est arrêté pour rencontrer ses partisans à son arrivée à Alvorada sa résidence officielle comme il le fait habituellement, en dialoguant avec les personnes présentes. C'est une occasion rare où quelqu'un s'est introduit dans la foule pour critiquer à haute voix le chef de l'Etat brésilien, puisque les interactions de Bolsonaro avec les gens devant Alvorada sont généralement avec les partisans du président.



Lorsque Bolsonaro a demandé si quelqu'un avait des questions, l'homme a pris les devants et a commencé à parler à Bolsonaro.

- *Vous ne recevez pas les messages que vos enfants vous envoient?* dit-il avec un accent lourd.

- *Quelle est votre nationalité?* demanda le président.

- *Je viens d'Haïti, mais je suis brésilien.*

Bolsonaro s'excuse et essaie d'interrompre l'homme, disant qu'il ne comprend pas ce qu'il dit. L'Haïtien lui répond: « *Vous comprenez bien. Vous comprenez, je parle brésilien* ». Après que le président ait réaffirmé qu'il ne comprenait pas, il reprend la parole : *« Bolsonaro, vous êtes terminé. Vous recevez des messages sur votre téléphone portable. Chaque Brésilien reçoit des messages sur votre téléphone portable. Vous recevez des messages que vos enfants vous envoient. Vous n'êtes plus président. Vous n'êtes plus président. Vous devez abandonner »*

Vous répandez des virus et tuez des Brésiliens », a-t-il déclaré

Avant de conclure, Bolsonaro dit quelque chose et se retire pour rencontrer d'autres personnes. Ce n'est qu'après que l'homme eut déclaré que Bolsonaro devait abandonner que les partisans du président ont commencé à s'exprimer. « *Qu'est-ce que c'est ?» s'est* interrogée une femme.

Le président a continué à rencontrer d'autres personnes, posant pour des selfies et écoutant d'autres témoignages. Avant de monter dans sa voiture, Bolsonaro s'adressant à nouveau à l'Haïtien lui dit: *« Retourne dans ton pays, mec. Retourne dans cette tanière ... ».*

Plusieurs extraits de la vidéo ont été partagés sur le réseau, certains sous-titrés, comme celui du député Paulo Pimenta (PT-RS). Dans cette version, la légende précise que l'Haïtien parlait du coronavirus avant d'être ignoré

suite à la page(19)

Les employés ferment la Mairie de Hinche



Le maire titulaire Jonel Jean Baptiste



La mairesse Mimose Placide



Le maire Jean-Claude Antoine

Par Isabelle L. Papillon

Non, ce n'est pas par une quelconque mesure de précaution de façon à empêcher la propagation du Coronavirus que les portes de la Mairie de la commune de Hinche, chef-lieu du département du Centre et de l'arrondissement de Hinche ont été fermées par les employés de cette institution de l'Etat haïtien.

Les employés l'ont fermé par la force puisqu'ils ne peuvent plus accepter que le magistrat titulaire de la ville, Jonel Jean Baptiste et les maires assesseurs Mimose Placide et Jean-Claude Antoine, les roulent dans la farine en refusant de les payer leur salaire.

Ainsi, ils ont décidé de passer à l'action en fermant catégoriquement la Mairie pour réclamer leur paiement de 8 mois d'arriérés de salaires.

AVIS DE DIVORCE

Par ces motifs; le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le Divorce du sieur Yvens Michel, d'avec son épouse née Biangka Faustin pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'État civil de Grande Saline de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant de la Capitale sous peine des dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commeut l'huissier Murat BLAISE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement, compense les dépens. Ainsi Jugé et prononcé par nous Me. Gabnel François, Juge à l'audience civile et publique du cinq Avril deux mille dix neuf , en présence de Me. Grand Pierre Estimé, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Feronel Fils-Aimé. Port- au-Prince le 4 Mars 2020. NB. Deuxième Publication.Me Jean-Claude Charles Av.

AVIS DE DIVORCE

Par ces motifs; le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Marie Enoze BARRET à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le Divorce du sieur Fred Zacharie DIEUVEUILLE, d'avec Marie Enoze BARRET pour incompatibilité de caractères, Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'État Covil de Dessalines de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine des dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépends. Ainsi jugé et prononcé par Nous : Gabnel FRANÇOIS, Av. Juge à l'audience civile ordinaire et publique en date du treize mars deux mille dix neuf, en présence de Me. Grand Pierre ESTIMÉ, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Pascal TOUSSAINT.

Il est ordonné à tout huissier sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près des Tribunaux Civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter la main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

Ainsi signé : Gabnel FRANÇOIS et Pascal TOUSSAINT

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après avoir délibéré ; sur les conclusions conformes du Ministère public maintient le défaut déjà accordé contre les assignées Mme Lisette Jean Simon et Mme Magdala Dorzin, pour le profit. Accueille l'action du requérant pour être juste et fondée. Dit qu'il est incommutable propriétaire du témoin litigieux, en conséquence, ordonne le déguerpissement des assignées sur la propriété litigieuse. Accorde l'exécution provisoire sans caution sur le chef du déguerpissement. Rejette les dommages intérêts sollicités contre les défendeurs. Commet l'huissier Will Platel pour la signification du présent jugement. Condamne, enfin, les assignées aux frais et dépens de la procédure. Ainsi jugé et prononcé par nous, Wadson BROWN, juge en présence de Me Aldrin Joassaint S/Commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Lenz Castor, en audience civile et publique du mercredi trente mai deux mille dix huit, An 215ème de l'indépendante. Il est ordonné......etc...... En foi de quoi.....etc.

Jim Gué Greffer en chef

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Michelet JEAN d'avec son épouse née Darline ALEXIS, pour injures graves et publiques pronnonce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux, ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Michel de Sud de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens; commet l'huissier Coder GESTE de ce tribunal pour la signification du présent jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nerva VILMONT, juge en audience civile et publique du cinq octobre deux mille dix sept en présence du Ministère public Hervé JEAN LOUIS assisté de norte greffier Willy BERNABE.

Il est ordonné.....etc.... En foi de quoi.....etc.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame Diana ALSAINT d'avec son époux Michelet CHARLES, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement. Compense les Dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nerva VILMONT, juge -Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du mardi deux Avril deux mille dix-neuf, en présence de Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Willy BERNABE,Greffier du siège.

IL est ordonné.........etc

Les funérailles de Tonm Malè



Érick Laguerre Tonm Malè

Les funérailles du comédien haïtien Érick Laguerre plus connu sous le pseudonyme de Tonm Malè ou Manmi Prela, seront chantées ce mercredi 18 mars 2020 à l'église Sacré-Cœur de Turgeau à 9 heures du matin où la dépouille mortelle sera exposée dès 7 heures.

Selon des informations non confirmées, l'inhumation de l'artiste n'aura pas lieu en Haïti mais à Brooklyn, New-York où il a vécu pendant de longues années.

Haïti : la répression au temps du COVID-19

Par REHMONCO*

Alors qu'à l'échelle internationale se développe une situation d'urgence sanitaire, les centres hospitaliers publics en Haïti sont dépourvus de matériels les plus élémentaires. Le dénuement est tellement grave que le personnel médical est en grève depuis plus d'une semaine. Comme d'habitude, l'État haïtien fait fi des revendications, et affiche ainsi son mépris total pour la santé de la population. Par contre, il trouve toujours les moyens pour poursuivre la répression la plus brutale contre les habitant.es des quartiers populaires, l'objectif étant de casser toutes formes de mobilisations contre la corruption, la misère, etc.

Pour continuer d'assurer les intérêts de la bourgeoisie compradore, toutes les ressources publiques sont mobilisées pour maintenir un climat de terreur dans le pays. Au cours des derniers mois, cette terreur s'est manifestée sous plusieurs formes : prolifération des gangs munis d'armes de guerre, intensification des actes de kidnapping, massacres à répétition dans les quartiers populaires, pratiques de viols collectifs, etc.

La pandémie du covid-19 ne change rien dans la politique de terreur du régime néo duvaliériste du PHTK, complètement soumis à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Aujourd'hui, ce régime étend la répression contre la communauté universitaire haïtienne. Après avoir criblé de balles les locaux de l'École Normale Supérieure le 20 novembre 2019, la police envahit une fois de plus les locaux de l'institution le vendredi 13 mars 2020. Les agents attachés à la sécurité du palais national et du président autocrate Jovenel Moise ont brutalisé professeur.es, étudiant.es et membres du personnel administratif. Ils ne se sont pas contentés de blesser grièvement le professeur de mathématique Jean Keveny Innocent, ils ont criblé de projectiles les locaux de l'institution. Même les journalistes présents ont été victimes de la répression.

Comme aux moments les plus sombres de la barbarie duvaliérienne, les agents de la police et les gangs à la solde du régime se croient tout permis. Ils sont indifférents à la vie des enfants, des vieillards, etc. Au cours des deux dernières années, plusieurs centaines de personnes sont assassinées dans les quartiers populaires de La Saline, Bel-Air, Carrefour-Feuilles, Matissant, etc. Ce spectre de terreur se répand également dans les villes de province, dont les départements du Nord et de l'Artibonite. C'est par cette terreur fasciste que le régime PHTK et la bourgeoisie compradore souhaitent réduire au silence les classes opprimées haïtiennes.

Rappelons que plusieurs pays de la communauté internationale, dont les États-Unis, la France et le Canada, garants de l'ordre néolibéral mondial, soutiennent ce régime sanguinaire. Ils ne reconnaissent pas le droit du peuple haïtien de transformer cette réalité politique et économique qui l'opprime, de renverser une fois pour toutes ce système d'apartheid social, une politique raciste à peine camouflée. Alors que, depuis plus de deux ans, les classes laborieuses haïtiennes se révoltent contre cet État néocolonial, ces pays interviennent directement ou indirectement dans le maintien du statu quo : soit à travers des mercenaires armés, soit dans l'envoi d'ames militaires, soit de façon plus subtile au moyen de missions diplomatiques, etc.

Dans ce contexte difficile, nous saluons la mémoire des personnes abattues par les sbires du régime PHTK. Toute notre solidarité aux centaines d'orphelin.es de père et/ou de mère suite à cette répression aveugle.

Il est clair que pour nous les quartiers populaires sont au centre de la lutte de transformation du pays. En dépit des obstacles, nous renouvelons notre appui au combat des classes laborieuses haïtiennes contre la bourgeoisie compradore et le régime sanguinaire du PHTK. Sans le renversement de cet État bourgeois, néocolonial et néoduvaliériste, la justice sociale restera toujours un leurre.

C'est pourquoi les luttes doivent se poursuivre, et il est essentiel, au moment où les quartiers populaires des grandes villes qui comptent en leur sein des ouvriers/ouvrières, des étudiant.es, des chômeurs/chômeuses, des laissés-pour-compte, etc., de s'organiser afin de constituer un front commun et d'articuler le combat avec celui des paysan.nes. Les classes opprimées haïtiennes n'ont d'autres perspectives d'avenir que l'éradication de cette oligarchie mafieuse et de cet État néocolonial afin de jeter les bases d'une nouvelle société sous le leadership des travailleurs et travailleuses haitien.nes.

*Le Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti

Pour authentification,
Renel Exentus
Ricardo Gustave
Montréal, le 17 mars 2020
Contact : rehmoncohaiti1915@gmail.com

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce de Jean Jacques BLAISE d'avec son épouse Chrismène LOUISSAINT pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Cavaillon, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZÉPHYR, juge en audience civile, ordinaire et publique en date du dix août deux mille dix sept, en présence de Me Vana MANE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du greffier Magloire Desir.
Me Berthony RENOUS, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Marckinson ST LOUIS d'avec son épouse née Judnie MARCELIN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce en conséquence ,la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Limbé de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Fleurimond A. PAUL, de ce tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Alix FUCIEN, juge en audience civile et publique en date du quinze Septembre deux mille seize en présence de Hervé C. HYPPOLYTE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Magloire DESIR. Me Harold CHERY, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Jean Peterson JEANTY, d'avec son épouse née Marjorie ARNE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Amors JEANLUS de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous ANNIE FIGHOLE, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt cinq juillet deux mille dix neuf en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY greffier du siège
Me Jean Renaud ROMELUS. Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conforme du ministère public, accueille l'action de la défenderesse, la dame née Margarette PIERRE LOUIS. en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi vingt six juillet deux mille dix neuf contre le sieur Jean Renel TOUSSAINT, admet en conséquence le divorce de la dite dame née Margarette PIERRE LOUIS contre son époux Jean Renel TOUSSAINT pour injures graves et publiques, fait prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux aux torts exclusifs de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséra dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens vu la qualité des parties. Rendu de nous Berge O. SUPRIS, juge au tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, publique et ordinaire du vendredi vingt six juillet deux mille dix neuf en présence du substitut commissaire du gouvernement Me. Roger SIMPLICE faisant office du ministère public et avec l'assistance de Me. Serge DUVERT Greffier du siège. Il est ordonné....etc..... En foi de quoi....etc......
Me Ilvelt AUGUSTIN. Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Patrick JOSEPH, d'avec son épouse née Eleda LOLO pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des lien matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier GABRIEL Vilneret de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens;
Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGHOLE, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi onze juillet deux mille dix neuf en présence de Me Jean Rolex MEROVE substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance de Me Mozart TASSY greffier du siège.
Il est ordonné.....etc...... En foi de quoi......etc........ Me. EDDY Fleurant. Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, sur les conclusions conformes du ministère public, représenté à la barre par Me Aldrin Joassaint substitut commissaire du gouvernement de ce ressort , maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du jeudi neuf janvier deux mille vingt contre la dame née Sonide RANDEL pour faute de comparaitre, pour le profit accueille favorablement l'action de divorce introduite par Erone CESAR pour être juste et fondée, et en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les sus dits et pour les causes sus énoncés et au tort de l'épouse défaillante, en outre renvoie le requérant par devant l'officier de l'état civil de Saint Louis du Sud pour la rédaction de l'acte du divorce et la transcription du disposition de cette décision sur les registres destiné à cet effet, compense les dépens en raison de la qualité des parties , commet l'huissier Antony Saint Germain, de ce siège pour la signification de cette décision. Ainsi jugé et prononcé par nous Me LOUIS Fils Joseph, juge en présence de Me Aldrin Joassaint, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort en audience civile publique et en ses attributions civiles, ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen JEAN CLAUDE NOVEMBRE,greffier du siège de ce jour jeudi trente janvier deux mille vingt, An 217ème de l'indépendance. Il est ordonné....etc En foi de quoi....etc.....
Jean Claude Novembre greffier

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Marie Carine PIERRE LOUIS, d'avec son époux Marshall Xavier Kepler SOUGENE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, ANNIE FIGHOLE, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt cinq juillet deux mille dix neuf, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY Greffer du siège.
Me Jean Renaud ROMELUS Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précité,pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur JEAN BAPTISTE GABRIEL d'avec son épouse née JOANISE CHÉRY pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Sud de la commune de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers, s'il y échet. Commet l'huissier JEAN JOSEPH DONALD CADET de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy Augustin, juge en audience civile ordinaire et publique du du mercredi dix neuf février deux mille vingt, en présence de Me Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE. Il est ordonné.......etc.... en foi de quoi.....etc
Me Jean LOUIS Joseph Élysée , Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, Le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce des époux FRANTSLY DOUZABLE, la femme née NATHALIE VIRGILE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section sud de la commune de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JEAN JOSEPH DONALD CADET de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, GUY AUGUSTIN, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi dix neuf février deux mille vingt, en présence de Me Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE. Il est ordonné....etc.....En foi de quoi ....etc.
Me Jean LOUIS Joseph. Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Ricardo HYPPOLYTE, d'avec son épouse, née Vanessa BOURDEAU pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de la section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséra dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet.
Commet l'huissier JHONNY JEAN pour la signification de ce jugement. Compense les dépens Ainsi jugé et prononcé par nous. Guy Augustin, juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi douze février deux mille vingt en présence de Me Paul WESLEY, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE greffer du siège. Il est ordonné....etc...En foi de quoi.....etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce du sieur Michel Ange JEAN NOËL d'avec son épouse née Gabrielle SATURNÉ, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nerva VILMON, juge -Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du mardi deux avril deux mille dix-neuf, en présence de Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, Greffier du siège. Il est ordonné...etc En foi de quoi ....etc
S/Me Fritz-Nel SAINT-LOUIS, av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce du sieur Paul DESTINÉ d'avec son épouse née Marie Yoleine SAINT JEAN, pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y echet .Commet l'huissier Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement. Compense les Depens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nerva VILMONT, juge -Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du mardi douze novembre deux mille dix-neuf, en présence de Me Raynold DUBOS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, greffier du siège. Il est ordonné...etc. En foi de quoi .....etc
S/Me Fritz-Nel SAINT-LOUIS, av.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi sur les conclusions conformes du Ministère public accueille l'action en divorce intentée par la dame Daphney PIERRE pour être régulière en la forme; en se déclarant compétent, maintient le défaut accorde à l'audience du vendredi trente et un Mai deux mille dix neuf contre le sieur Jean Thony GILLES pour défaut de comparaître et quand au fond admet et prononcé la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux aux torts exclusifs de l'époux; ordonne qu'un extrait sera du dispositif dudit jugement soit à diligence de la requérante , transcrit sur les registres à ce destinés de l'officier de l'état civil de la section SUD de Port-au-Prince, après que toutes les formalités légales auront été remplies. Compense les dépens en raison de la qualité des parties. Commet enfin l'huissier Maxime CANDIO de ce siège pour la signification du présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par nous Me Théano WIENER, juge en audience publique et civile en ses attributions de divorce du huit (08) octobre deux mille dix neuf (2019), en présence de Me. Roger SIMPLICE, substitut commissaire du gouvernement, faisant office du Ministère public et avec l'assistance du sieur Joseph JEAN JOSUE, notre greffier. Il est ordonné....etc. En foi de quoi ....etc.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Esaïe CADET née Ketteline CADET, d'avec son époux le sieur Esaïe CADET pour injures graves et publiques et incompatibilités de caractères aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans les quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échec. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Annie FIGNOLE, juge en audience civile et publique du jeudi onze juillet deux mille dix neuf en présence de Me. Jean Rolex MEROVE substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, greffier du siège.
Pétion- Ville, le 13 Février 2020 / Me. Emmanuel CADET, Av

Nuits, longs couteaux, kidnappeurs, PNH et anguilles

Par Fanfan la Tulipe

L'inspiration vient de partout. D'où qu'elle vienne (même du Ciel), il faut la saisir prestement, je fèmen, et en faire bon usage, plein usage. C'est ainsi que la chance m'a souri et facilité une inspirative association entre les kidnappeurs qui écument les quartiers de Port-au-Prince et les Nazis restés tristement célèbres pour leur ténébreuse et épouvantable tuerie passée à l'Histoire sous le nom de « La Nuit des Longs Couteaux ». Vous en souvenez-vous ?

Cette nuit des longs couteaux désigne une série d'assassinats perpétrés par les nazis, entre le 29 juin et le 2 juillet 1934, contre les principaux dirigeants de la SA (*Sturmabteilung*), une organisation paramilitaire d'extrême-droite aux pratiques barbares, tremplin de la montée au pouvoir d'Hitler. En particulier était visé Ernst Röhm qui avait pour ambition de refondre l'armée allemande autour de la SA qu'il dirigeait. Röhm estimait qu'Hitler avait trahi ses engagements. Après un temps d'hésitation, le Führer décida qu'il était temps de supprimer Röhm (un ami proche du reste) et de neutraliser la SA.


Le placide Directeur Général de la Police nationale d'Haïti Rameau Normil qui a mis en place un nouveau dispositif de sécurité ridiculement baptisé "Rideau de fer".

Sur de fausses preuves, les SA sont accusés de projeter un coup d'État. Assuré du soutien de la Gestapo, de l'armée, de la *Schutzstaffel* (SS) et de la police allemande, Hitler se rend à Munich, le 30 juin 1934, où il fait incarcérer de nombreux membres de la SA. Il arrête personnellement Ernst Röhm. Les prisonniers sont envoyés à Munich, dans la prison de Stadelheim, puis fusillés. Ailleurs en Allemagne, d'autres assassinats sont commis par la SS. Le 2 juillet, Ernst Röhm est abattu dans sa cellule.

J'ai dû faire ce rappel pour en venir à un parallèle entre les nazis aux longs couteaux et les kidnappeurs en Haïti, des psychopathes aux courtes mais combien brutales et bestiales pulsions *kidnappantes* et parfois homicides. Ils se ressemblent par leur *psychopathante* cruauté. Mais, alors que les fous d'Hitler ont sévi pendant seulement quatre jours de stricte *fusillance*, les tueurs-kidnappeurs en Haïti *ferraillent* et sèment l'épouvante, la mort et le deuil depuis bien longtemps.

Il n'est pas de notre propos de procéder à une énumération des abominables méfaits et crimes commis par ces sales charognards. La presse les dénonce régulièrement et ne cesse d'en appeler – mais en vain – aux autorités concernées. Ainsi, dans son édition du 22 janvier 2020, *AlterPresse* a rapporté « 8 cas d'enlèvement et de séquestration de personnes dans le centre-ville de Port-au-Prince : 4 à Delmas, 1 à Léogane, 1 à Clercine (dans la zone de Tabarre), et 1 à Croix-des-Bouquets : tel est le nombre de cas, portés à la connaissance de la Police nationale d'Haïti (PNH), du mercredi 1er au mercredi 22 janvier 2020, dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince. » Non ! C'est trop !


L'inspecteur divisionnaire Garry Desrosiers: porte-parole ou porte-boudin de la PNH?

Parmi ces cas, figurait celui de l'entrepreneur Clifford Dubois, dont le corps sans vie a été découvert, le vendredi 17 janvier 2020, à Arcachon 32, dans la commune de Carrefour, deux jours après son enlèvement, le mercredi 15 janvier 2020, par des individus armés, à Delmas 27 (au nord-est de Port-au-Prince). C'est ce qu'a rappelé le commissaire Michel-Ange Louis Jeune, porte-parole de la PNH, en conférence de presse, le mercredi 22 janvier 2020.

De la première semaine de janvier 2020 au 22 janvier 2020, la PNH a affirmé avoir procédé à l'arrestation de plus de 30 personnes, avoir saisi plus de 40 armes à feu et « déteinté » 261 véhicules, dans le cadre de l'opération baptisée « toile d'araignée ». Parmi les personnes arrêtées, se trouvaient Juste Chandou Clairjeune, présumé assassin du journaliste Néhémie Joseph (abattu à Mirebalais, le jeudi 10 octobre 2019) ; et Anne Franck, soupçonnée dans l'assassinat, le mardi 7 janvier 2020, à Tabarre 52, de Luccius Antoine, suppléant juge de paix à l'annexe du tribunal de paix de Ganthier. Mais, comme dirait l'autre, *où vont-nous* ?

Le mercredi 29 janvier 2020, **la** machine de l'insécurité et du banditisme continuait de sillonner la zone métropolitaine. Des bandits armés avaient enlevé, au cours de la journée, un prêtre dont le nom n'avait pas été révélé par les autorités policières. La nouvelle avait été confirmée par *Télé pluriel* qui avait, par ailleurs, précisé qu'une responsable d'une banque privée de la capitale, enlevée mardi 28 dernier, avait été libérée contre rançon le lendemain.

Des ravisseurs ont enlevé et séquestré, le samedi 8 février dernier, cinq fidèles de l'église "Le Phare de la Cité", située à Martissant 7. L'un des membres de cette Église, Jean Rubens Eugène, qui apportait aux kidnappeurs rançon réclamée a été tué par ceux-ci. Le corps inerte de ce jeune volontaire a été retrouvé baignant dans son sang, tôt dans la matinée du mardi 11 février 2020, à la 4eme avenue Bolosse, Martissant. Les assassins ? Voilà ce qu'en a dit un responsable de l'Exécutif :

Le mardi 11 février dernier, au cours d'une conférence de presse, le Ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Jean Roudy Aly, a informé que la Police nationale allait sévir contre les kidnappeurs. De *sévissements* on attend encore les résultats ; ce sont plutôt des gémissements qui montent de partout du pays tant Roudy sévit avec « la dernière sévérité ».

Au moins une dizaine de cas d'enlèvement ont été enregistrés au cours de ces deux derniers mois. Soulignons que des bandits armés ont tenté d'enlever, la semaine du 20 janvier, une fille du maire principal de la commune de la Croix-des-Bouquets, Rony Colin. On n'en finirait pas d'énumérer les nombreux cas de banditisme-*kidnappisme* qui affligent et endeuillent les familles haïtiennes. Eh oui ! les langues se délient, on soupçonne qui doivent être les cerveaux malfaisants derrière les actions des malfaiteurs de haut vol qui kidnappent, rançonnent et tuent.

Ainsi, Me Elco Saint Armand affirme que : « Tout porte à croire que certains dirigeants et membres de la bourgeoisie font partie des gangs qui rançonnent et détruisent les familles… le silence complice du Directeur Général ai de la Police nationale (PNH) en dit long. Le CSPN qui ne prend, sous la férule de Jean Michel Lapin, aucune mesure pour mettre la main aux collets de ces bandits d'État […] » (RezoNòdwès, 12 février 2020). Alors, que font les autorités ? Au fait, c'est leur façon légère et presque désinvolte de faire face à la situation qui irrite.

Certes, La Police nationale d'Haïti reconnaît une remontée spectaculaire du phénomène de kidnapping, situation sur laquelle s'est penché le Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), le mardi 21 janvier 2020. Mais, ce ne sont que des discours, des propos creux pour tenter de rassurer la population. On finit par imaginer que le CSPN pense que les citoyens du pays sont de gros bébés à qui de temps en temps il faut filer des suçons pour les pacifier.

Ainsi cette perle *pacifiante*, cette déclaration lénifiante du porte-parole de la Police nationale d'Haïti, Michel-Ange Louis-Jeune Louis Jeune : « Dans un certain temps, vous verrez les résultats des actions de la Police nationale contre le kidnapping et l'insécurité en général. » (sic). Une façon de dire qui rappelle les paroles sibyllines du Christ : « Encore un peu de temps, et vous ne me verrez plus ; et puis encore un peu de temps, et vous me verrez ».

On *remplit le bol* de la population de *bouden*, de *mantò*, de redites et *roudites*, de fallacieuses promesses, de bluffs : « La cellule et le service de renseignement de la PNH vont redoubler d'efforts en vue de faire face au climat d'insécurité qui prévaut actuellement dans le pays. » Le soleil qui poudroie, la PNH qui *redoubloie*…

Le 6 février dernier, le Directeur Général de la Police nationale d'Haïti (PNH), Rameau Normil, a annoncé de nouvelles dispositions en vue de lutter efficacement (sic) contre le kidnapping dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (Ouest). En effet, le Commandant en chef de la PNH a mis en place un nouveau dispositif de sécurité baptisé "Rideau de fer" (sic). Humour *normilique*, dirais-je, puisque la "guerre froide" n'est plus qu'un mauvais souvenir des rapports en dents de scie entre l'Est et l'Ouest. Non, Rameau, votre rideau de fer (de bambou en fait), vos *normilismes* ne nous trompent guère.

Le 11 février 2020, le porte-parole adjoint de la Police nationale d'Haïti (PNH), l'inspecteur divisionnaire Garry Desrosiers a informé que l'institution policière travaille en vue de venir à bout (sic) des kidnappeurs qui terrorisent la population au cours de ces derniers jours. Le porte-*bouden* adjoint de l'institution policière a précisé que « des enquêtes sont en cours (resic) et aucune hypothèse ne sera écartée en ce qui concerne le kidnapping. » *Pa di m*, ne me dites pas.

Questionné sur la découverte du cadavre du jeune homme Jean Rubens Eugène, à la 4e avenue Bolosse, le 11 février 2020, le porte-*mantò* adjoint de la PNH, le brillant Gary, a promis d'entrer en contact avec le responsable de police de la juridiction concernée par ce décès. Mais, dans la bouche d'un inspecteur fût-il *divisionneur*, multiplicateur, soustracteur ou additionneur, les promesses ne sont pas des dettes, contrairement à ce que dit la sagesse haïtienne.

Toujours ce 11 février, le porte-parole de la Police nationale d'Haïti, Michel-Ange Louis-Jeune, sur une station de Radio de la capitale, a confié que le haut commandement de la Police nationale d'Haïti travaille pour contrer la montée des actes de kidnapping dans le pays, traquer les bandits et libérer les victimes des griffes de leurs agresseurs. Vous l'avez sûrement deviné : mille fois sur le métier, l'archange Michel va *remettre* son ouvrage ; il va *ajouter* sans cesse, voulant dire qu'il compte ajouter plusieurs malfaiteurs par jour au palmarès de sa traque, et, n'en déplaise au poète, il les *effacera* tous.

Il est possible que « l'archange Saint-Michel » soit à la veille d'*ajouter* un « dragon » du kidnapping à ses efforts *porte-parolants* et *effaçants*. N'est-ce pas que le journal en ligne *Haïti standard* titre en grande manchette, ce 13 mars : « Arrestation du sénateur Kédlaire Augustin pour implication présumée dans des actes de kidnapping » ? Le journal poursuit : « La police de Delmas a en effet procédé dans la nuit du 12 mars 2020 à l'arrestation du sénateur PHTK Kédlaire Augustin, à Delmas 75, dans la commune de Delmas. Le sénateur en question était accompagné d'au moins un individu au moment de l'interception du véhicule recherché par les forces de l'ordre à bord duquel se trouvait le sénateur du Nord-Ouest.


Ernst Röhm (à droite, en compagnie de Kurt Daluege à gauche, et Heinrich Himmler, Reichsführer-SS, le maître absolu de la SS, chef de toutes les polices allemandes, dont la Gestapo), principale victime de la Nuit des Longs Couteaux.

Il allait être conduit au commissariat de Delmas 33 pour les suites nécessaires. C'est en arrivant audit commissariat qu'un commissaire du gouvernement dont le nom n'a pas été révélé a ordonné la libération sans condition du sénateur Kédlaire Augustin. Des contacts effectués auprès du sénateur en question **se sont révélés vains** » (*Haïti standard,* 13 mars 2020). Étrange *vaineté* ! Sans s'y attendre, et sans le chercher, la PNH semble avoir trouvé une anguille *kidnappante* sous une roche PHTK. Ça sent l'anguille de Clifford Brandt à dix lieues à la ronde… ne pensez-vous pas ?

Le 14 mars, le Bureau du sénat a dit avoir appris avec consternation (sic) et un sentiment de révolte (resic), le traitement infligé au sénateur Kedlaire Augustin par des policiers dans l'après-midi du jeudi 13 mars 2020. En effet, le « digne » sénateur, selon une note publiée par le Bureau du sénat, « a été arrêté, bastonné par des policiers à Puis-Blain, puis conduit au commissariat de Delmas 33 alors qu'il s'était identifié comme sénateur de la république à vingt reprises ». Hélas ! vingt fois, ce n'est jamais suffisant, sénateur, quand on tombe sous les griffes de la PNH (surtout encagoulée). *Anmwe ! Yo bat Kedlaire, yo bat li, wi.*

Sans étonnance, on a lu dans les journaux que « Le bureau du sénat de la république condamne avec la dernière rigueur ce comportement inqualifiable d'une patrouille policière oublieuse de sa mission de protéger et servir, et prenant un plaisir malsain à terroriser et molester les honnêtes citoyens, surtout un membre du pouvoir législatif couvert par l'inviolabilité de l'article 114 de la constitution haïtienne. » Qu'on m'apporte mon mouchoir ! Je souffre et pleure à lire comment un "un honnête" et « digne » parlementaire a pu être ainsi sauvagement molesté par des truands d'une sorte de Gestapo haïtienne.

Non, on n'en revient pas, on croit rêver. Mais alors, de quelle consternation le « Bureau » avait-il été frappé, quel sentiment de révolte avait-il jamais éprouvé lors des derniers massacres du quartier de non-droit La Saline ? En effet, « Dans ce bidonville de Port-au-Prince, 71 personnes ont été assassinées, le 13 novembre 2018, **par des gangs réputés proches du pouvoir central haïtien** » (Le Monde 2 janvier 2020). *Piman gou nan je malere, men, nan je* Kedlaire *ak lèzòt senatè li boule*, n'est-ce pas ?

Alors, Kedlaire, vide ton sac! Et puis, Michel-Ange Louis-Jeune, compte les anguilles. Kedlaire doit en avoir plein son sac…

Et *telefòn* ne lâchez pas. Á la revoyure !

14 mars 2020

Kowonaviris : Prekosyon pa kapon

Geda L. Koneran ak J. Fatal Pya

Depi desanm 2019 gen yon lot maladi piga seren ki vin mete apse sou klou kote l pe plede fè hit nan voye plizyè moun al rekonèt yo nan peyi san chapo trapde. Konaviris oubyen Kovid 19, se non sa a ekspè nan lasyans yo bay pichon ak pongongon sa a ki pa nan griyen dan ak pèkeseswa tèlman l chovay e l pa pè okenn chay.

Pran desanm 2019 pou rive nan moman nou ap ekri la a, pèsonn pa fouti di aklè ki kantite moun ti Nana gen tan voye al bwa chat. Si n sonje byen nan vil Wouwann nan peyi Lachin kote malè pandye sa a te parèt pwent tèt li pou premye fwa a otorite Leta a yo te bijo mete 12 Milyon moun nan karantèn. Sa ta vle di anndan anndannèt, deyò deyònèt. Sa w tande a anwo pa desann anba pa monte nan mitan rete rèd kou ke makak plimnegouy.

Tout peyi nèt menmsi yo jwenn deja menm si yo pakò jwenn men sòl pa yo deside pran anpil anpil prekosyon paske yo konnen prekosyon pa kapon. E malgre sa se pa ni youn ni de kadav yo pa antere deja. Se nan konsa pou nou pa kite pichon sa a pote boure sou nou an Ayiti, pou n pa di si n te konnen toujou dèyè men kèk ti konsèy nou ka bay. Premyeman se pou nou sèvi ak radyo jounal televizyon watsap, megafòn, legliz, peristil, gagè, mache pou nou pase mesaj pou n aprann tout popilasyon an ki prekosyon pou yo pran pou yo pa viktim nan malè pandye sa a.



Aba Koronaviris

Pou mesaj yo pi enteresan epi byen pase yo dwe pase yo an kreyòl pou tout moun nèt alawonnbadè ka konprann san dlo nan je ak okenn tèt chaje. Men malerezman prekosyon sa a yo pap janm ase ditou ditou. Nan pale ak moun k ap travay nan sante nan peyi a gen anpil koze yo fè nou wè. Se yo ki sipoze gen tout teknik pou yo kouri anvan pou ede moun yo sizoka viris madichon sa a sa a ta parèt bridsoukou sou nou an Ayiti detan yomenm yo kapote tèt yo alabouchri.

Sa n pral di la ka bay gwo tèt chaje paske anpil nan yo di n yo pa vrèman gen anpil enfòmasyon vre sou viris sa a ki se yon gwo pwazon pou lasante moun. Kominikasyon ki pale sou prekosyon ki pou pran poko janm ka rive jwenn mas pèp la pa vre kòmsadwa. An n panse ak machann fritay yo, machann manje kwit yo k ap pran lajan ki soti nan tout kalte men, k ap vann. An n panse ak machann pen, kasav, tablèt, pistach, fresko, krèm ti pawòl elatrye….

An n panse ak tout moun k ap brase tout jounen tout lannwit nan lari a tankou chofè moto yo, chofè machin chofè kamyonèt chofè bourèt chofè kamyon, chany machann fwi machann pèpè elatriye machann kann kale machann pistach pa dwe kale pistach la. Kiyès divinò ki ka di n ki kote yo pral jwenn dlo agogo sa a pou lave men yo chak 30 minit lè n konsidere anpil kote nan peyi a dlo pi ra pase ti poud blanch lan.

Nou panse se yon kominikasyon ki pa dwe di moun nan sèlman lave men l, li dwe sitou baze sou reyalite nou ki byen esplike l aklè ki jan pou l fè l epi pou l byen fè l pou l pa lave men l siye l atè epi please fè kòve pou gran mesi.

Nou dwe di tout machann mache ak galon dlo yo ki gen klowòks ak yon bout savon lave, pa kole pre ak machann bò kote l la, pa kite rès manje pou moun nan, men separe manje a, pa itilize menm kiyè ak li. Lè nou achte pen ak kasav bobori, pase yo sou dife anvan nou manje yo, pase yon ti sèvyèt ki gen klowòks sou sachè ki genyen yo a.

Chofè taksi, kamyonèt, moto, mete yon bidon dlo ki gen klowòks ak yon bout savon pou fasilite n lave men n sitou si n ap manyen lajan.

Lakay chak moun dwe gen galon klowòks ak savon pou nou pase nan papòt lakay nou tanzantan, sou chèz yo, tout kote ak tout batay men nou ka manyen. Pou rive kwape giyon sa a, pa okipe okenn raketè a bib ki pe vin di n pou n priye sèlman nan desire nòtrepè ak jevousali. Si la priyè te konn geri maladi konsa kolera sida kansè pa ta kontinye pete fyèl moun toujou.

Pou nou reflechi an fonksyon reyalite nou. Nou pa gen dlo k ap koule nan wobinè 24 sou 24. E nou dwe koumanse kounye a, tout moun dwe aji kòmsi viris la te la deja nan mitan 2 pa pòt lakay nou. Paske se yon maladi grenn pwomennen l ye. Sa vle di tout peyi ka jwenn men sòl pa l tou tankou yon papa toudenkou. Ou menm ki pi avanse, pale ak fanmi w, kominote w. Ride yo si w gen piplis limyè sou kesyon Konaviris la.

Konaviris nan peyi Etazini
Men chif ofisyèl yo depi yè vè 4 è te gen 4000 moun ki jwenn. Men gen 70 nan yo ki kadav anvan 10 zè nan aswè vin gen 4495 ka ki bay plis pase 80 kadav. Jodi a 17 mas la a 3 zè 45 gen 5100 ka gen plis pase 98 nan yo ki kadav.

Men klasman peyi Karayib yo ki gen moun Konaviris pete fyèl yo deja.
Dominikani : 21; Matinik : 15; Giyàn Fransèz : 11; Jamayik : 10; Anntigwa ak Babad : 9; Giyàn : 7; Bèmid : 6; Gwadloup : 6; Pòtoriko : 5 (+ 20 ka ki pa konfime)

Kiba : 4 ;Trinidad Tobago : 4; Senmaten : 2; Sent Lisi : 2; Awouba : 2; Kiraso : 2; Senbatelemi : 1 ;Baamas : 1

Senvensan ak Grenadin : 1; Zile Vyèj ameriken : 1

Zile Kayiman : 1;Babad : 1

Ayiti : 0; Zile Vyèj anglèi : 0; Tik ak Kayikòs : 0

Petisyon kont « zak maspinay lapolis fè » nan Lekòl Nòmal Siperyè

Nou menm pwofesè nan Inivèsite Leta Ayiti ki siyen nòt sa a, aprann avèk anpil kè kase nouvèl zak maspinay polisye ki nan USGPN « Unité de sécurité générale du Palais national » fè sou etidyan, manm pèsonèl administrasyon an ak pwofesè Lekòl Nòmal Siperyè ('ENS') nan apremidi 13 mas 2020 an.

Se pa premye fwa ENS ap sibi zak vyolans anba men polisye USGPN, men fwa sa a li pi terib. Polisye sa yo pa sèlman domaje machin epi tire andedan sal laboratwa ENS la, men yo rive kase tèt yon pwofesè, frape etidyan ak yon manm pèsonèl administratif la. Etidyan ak Pwofesè Lekòl Nòmal genyen yon sèl zam se lapawòl. Se ak li pwofesè sèvi pou bay enstriksyon ak edikasyon pitit peyi a bezwen pou demen yo ak pou yo kapab bati yon pi bon Ayiti.

Nou menm pwofesè nou ap mande otorite nan lapolis ansanm avèk lòt otorite responsab sekirite nan peyi a pou yo idantifye tout polisye ki enplike nan zak sa a epi pou ba yo sanksyon yo merite. Nou ankouraje direksyon Lekòl Nòmal ak Konsèy Inivèsite a pran tout dispozisyon pou pouswiv tout otè zak kraze brize sa yo nan tribinal oswa lòt enstitisyon ki la pou jije kalte zak konsa.

Pòtoprens 14 mas 2020

Pou otantifikasyon :
Guy-Gérald MENARD, tél : 36 11 06 63
Jhon Picard BYRON: 34 24 00 33
Odile REIHER: 34 15 80 82

Pwofesè ki siyen :
1- Nora BRUTUS, FASCH
2- Jean Mozart FERON, FE
3- Ronald JEAN-JACQUES, FASCH
4- Kendy VALMONT, ENS
5- Lentz JEAN-FRANÇOIS, FASCH
6- Emmanuel Stéphane LAURENT, FE
7- Anel P. NELSON, ENS
8- Francklin BENJAMIN, ENS
9- Odile REIHER, FASCH
10- Jhon Picard BYRON, FE
11- Jean Alix RENE, ENS
12- Alain JEAN, FASCH
13- Gusti GAILLARD, ENS
14- Jean Marie THEODAT, ENS/ FDS
15- Carly DOLLIN, INAGHEI
16- Hénec DORSINVILLE, FDS
17- Berthony PIERRE-LOUIS, FASCH
18- Mario LAROCHE, FMP
19- Jean Waddimir GUSTINVIL, ENS
20- Michel ACACIA, FE/FLA
21- Olivier THERALUS, FE
22- Jean Keveny INNOCENT, ENS
23- Lucie Carmel PAUL-AUSTIN, retraitée FAMV/FMP
24- Marc-Félix CIVIL, FE/FMP
25- Nelson BELLAMY, CHCL/FE
26- Wilgens SYLVAIN, ENS
27- Jerry MCHEL, FASCH/FE
28- Thadal ETIENNE, INAGHEI
29- Wilner PETIT, ENS/FMP
30- Jean-Marie Raymond NOEL, FDS
31- Jean-Lucien LAURATY, CHCL
32- Pierre SAMUEL, ENS
33- Chenet JEAN-BAPTISTE, FASCH
34- Dieutès DEMOSTHENE, FASCH
35- Clarens LINDOR, CHCL
36- Wilguens REGIS, EDSEG
37- Jonathan SYlVESTRE, CHCL
38- Gérald SAINT-ARMAND, CHCL
39- Edelyn DORISMOND, CHCL/CIPH
40- Nixon CALIXTE, IERAH-ISERSS
41- Lefranc JOSEPH, FASCH
42- Guy-Gérald MENARD, FASCH
43- Romual CHERY, CHCL
44- Arold PAUL, FDS
45- Georges Gasner LEGAGNEUR, FASCH
46- Cleberson JEAN-LOUIS, CHCL
47- Andy PIERRE, CHCL
48- Danielle BENJAMIN, FMP
49- Marie-Chantal DUMAY, ENS
50- Walex PIERRE, FE
51- Judith EXANTUS, FMP
52- Muriel ANTOINE, FASCH
53- Joël CLAIRESIA, ENS/CHCL
54- Yves SAINSINE, FE
55- Carole SASSINE, FASCH
56- Wilson JABOUIN, FASCH
57- Jean Gardy ESTIME, CHCL
58- Elysée LOUISSAINT, FMP
59- Fanel BENJAMIN, FASCH
60- Jean Michel GABRIEL, FE
61- James ENGE, FE
62- Montalembert Badio KERSAINT, FLA
63- Bidadson CADELUS, FASCH
64- Dieuseul PREDELUS, ENS
65- Jean Hénold BUTEAU, FMP
66- Kesler BIEN-AIMÉ, IERAH-ISERSS
67- Ary REGIS, FASCH
68- Marc Manuel FLIMMERLUS, FMP/FLA
69- Joseph Marcel GEORGES, FLA
70- Darline ALEXIS, ENS
71- Fritz Berg JEANNOT, ENS
72- Louis Rodrigue THOMAS, ENS
73- Renauld GOVAIN, FLA
74- Luc SMARTH, FASCH
75- Dominique JANNINI EYMA, FAMV
76- Nadève MENARD, ENS
77- Achis CHERY, ENS
78- Bogentson ANDRE, IERAH-ISERSS
79- Lemète ZEPHIR, ENS/FLA
80- Franck SAINT JEAN, FDSE
81- Odonel PIERRE-LOUIS, ENS
82- Rélex ALEXANDRE, FAMV
83- Hancy PIERRE, FASCH
84- Karine JADOTTE BOUCHEREAU, FDS
85- Ronel PERVIL, ENS
86- Augustin ANTOINE, FE
87- Theuriet DIRENY, FE
88- Yvens CHEREMOND, FDS
89- Jean Odile ETIENNE, ENS/IERAH/FDS
90- Lyps MAITRE, EDSEAH
91- Renardo JOSEPH, CHCL
92- Junot FELIX, FMP/FASCH
93- Jean POINCY, INAGHEI/FMP
94- Margareth RENE, ENS/RUEH
95- Guarry MONTROSE, ENS
96- Claude CALIXTE, ENS
97- Jean Judson JOSEPH, FDSE/RUEH
98- Philippe MATHIEU, retraité FAMV
99- Samuel REGULUS, IERAH
100- Sterlin ULYSSE, IERAH
101- Jean Pierre ANTOINE, FLA
102- Elda DERONNETTE CAJUSTE, FAMV
103- Eliphete TINGUE, FDS
104- Evelyne TROUILLOT, FASCH
105- Raynold BILLY, FASCH
106- Jeff Matherson CADICHON, FASCH
107- Qualito ESTIME, ENS
108- Lukenson JEAN, CHCL/FMP/FE
109- Ophny CARVIL, FAMV
110- Harold CORANTIN, FAMV
111- Camille CHALMERS, FASCH
112- Pierre Richard FRANCOIS, FLA
113- Bonel OXINE, FLA
114- Mickens MATHIEU, FASCH
115- Carlyle ADRIEN, CHCL
116- Ilionor LOUIS, FE
117- Mona JEAN, FASCH
118- Fritz Lucien MAUREPAS, FE
119- Romain EXILIEN, FAMV
120- Maxo Erick VAL, FAMV
121- Jacques GOURGUE, retraité ENS/FASCH
122- Eric J. VlLMONT, FAMV
123- Béatrice A. FELIX, FAMV
124- Predner DUVIVIER, FAMV
125- Christian ROUSSEAU, FDS
126- Jean Edison NEAU, FAMV
127- Philogène VILSAINT, FAMV
128- Sandy LAROSE, FE
129- Chantal NOEL, FO
130- Yvens PHILIZAIRE, FAMV
131- Ewald ALCINDOR, FAMV
132- Jean Evenson LIZAIRE, FASCH
133- Jocelyn LOUISSAINT, FAMV
134- Marie Claudèce JOSEPH, FASCH
135- Jean-Simon Saint-Hubert, FASCH

Delenda Carthago est (Il faut détruire Carthage)

Par Robert Lodimus

(Cinquième partie)

« Le monde a proclamé la liberté, ces dernières années surtout; mais que représente cette liberté! Rien que l'esclavage et le suicide! Car le monde dit : Tu as des besoins, assouvis-les, tu possèdes les mêmes droits que les grands et les riches. Ne crains donc pas de les assouvir, accrois-les même; voilà ce qu'on enseigne maintenant. Telle est leur conception de la liberté. Et que résulte-t-il de ce droit à accroître les besoins? Chez les riches, la solitude et le suicide spirituel; chez les pauvres, l'envie et le meurtre, car on a conféré des droits, mais on n'a pas encore indiqué les moyens d'assouvir les besoins. »

(Fiodor Dostoïevski)

Au moment où nous rédigeons la dernière partie de cette série de réflexions philosophiques et politiques, le monde se prépare à vivre une nouvelle tragédie d'une ampleur imprévisible. Les frontières terrestres et maritimes se ferment les unes après les autres. Le mal qui répand la terreur aujourd'hui, après la peste de l'époque médiévale, la grippe espagnole de 1918 et l'Ébola, s'appelle « **coronavirus** (COVID-19) ». La Chine, à tort ou à raison, a été forcée d'endosser la paternité de ce petit monstre terrible qui fait trembler les puissants et les faibles, les riches et les pauvres, le centre et la périphérie. L'homme est capable de détruire ses semblables en « *l'espace d'un cillement* », mais se révèle impuissant devant les éléments destructeurs de la nature. Les États possèdent des armements de guerre sophistiqués. Ils dépensent des centaines de milliards de dollars US pour se doter de tous les moyens de domination, d'hégémonisation et d'aliénation. Cependant, et ils le savent, les forces de la nature sont indomptables. Ce sont elles qui obtiennent toujours le dernier mot. Marc-Aurèle, homme politique, philosophe et empereur, dans sa compréhension des êtres et des choses, trouverait certainement les expressions de sagesse qui exhortent les individus à des comportements dignes et honorables, dans les temps des grands malheurs : « *Termine la vie l'âme satisfaite : telle l'olive arrivée à maturité tomberait en bénissant la terre qui l'a portée et en rendant grâce à l'arbre qui l'a fait croître.* »

Dans « *Les animaux malades de la peste* » du poète français, Jean de La Fontaine, c'est l'*Âne* qui fut sacrifié à l'unanimité, pour que les individus de la forêt obtinssent la commisération du « *Créateur* ». « *Manger de l'herbe, quel crime abominable* »! Aujourd'hui, au début du XXIe siècle, lequel ou laquelle parmi nous sera le bouc-émissaire qui portera le crime de l'hérésie et qui subira le châtiment suprême de la malédiction, qui, l'une et l'autre, envoient au *bûcher expiatoire* ou à la *roche Tarpéienne*? Certainement pas le « *Lion* ». Pas les *vautours impérialistes* qui détiennent le « *pouvoir* » de l' « *accusation* » et du « *verdict* » sur Jeanne la Pucelle! Hier, c'étaient les Haïtiens. Les États-Unis, le Canada, la France,… n'ont-ils pas avili cette République moribonde, impotente, léthargique, comme ils sont en train de le faire avec la Chine, dans le drame planétaire de la COVID-19. Selon les prévisions des experts financiers, le pays de Mao-Tsé-toung serait en route pour devenir, bientôt, la première puissance économique mondiale. Nous pouvons comprendre, entre les lignes de cette prévoyance inquiétante pour l'Occident impérialiste, les véritables raisons de ce matraquage médiatique qui stigmatise, foudroie, anathématise, flagelle la patrie de Confucius. « *Les journalistes ne croient pas les mensonges des hommes politiques, mais ils les répètent* », disait Michel Colucci alias Coluche, le grand humoriste français mort le 19 juin 1966 dans un accident de motocyclette.



La République d'Haïti se retrouve actuellement dans un état inquiétant de faiblesse politique, dans une situation intenable de fragilité économique et dans une position vertigineuse d'insécurité sociale.

Les médias septentrionaux, à cette époque de grande panique, n'avaient-ils pas écorché la dignité et la fierté du peuple haïtien, indexé les Homosexuels, les Héroïnomanes, les Hémophiles qui, selon eux, portaient la responsabilité de l'existence et de la transmission de cette « *maladie gênante* », le VIH/Sida, devenue un grand défi pour les chercheurs scientifiques qui œuvrent dans le secteur de la santé? Et pourtant, les premiers cas d'infection furent enregistrés en 1981 dans les villes de San Francisco, New York et Los Angeles, manifestés sous des symptômes associés à la pneumonie sévère, au sarcome de Kaposi, causant aussi de la diarrhée, provoquant de la rudesse respiratoire… Pas en Haïti, dans les Antilles! Pas sur le continent africain! Jusqu'à présent, aucune guérison médicale, aucun traitement définitif de la maladie ne paraît disponible. Les médicaments prescrits n'arrivent qu'à prolonger l'existence des patients. Le VIH/Sida a fauché la vie de plusieurs célébrités mondialement connus dans les domaines du cinéma, de la peinture, de la chanson, etc. Parmi lesquelles, nous rappelons l'acteur américain Rock Hudson, décédé le 2 octobre 1985 à Beverly Hills, en Californie. Les accusations cruelles et mensongères, occasionnées par l'apparition du sida, dirigées contre les Haïtiens, faisaient partie du complot international qui vise à éclabousser, à assombrir la fresque des épopées historiques du 18 novembre 1803. Le système néocolonialiste a juré d'occulter de la mémoire de l'Humanité les Vainqueurs de Vertières. Nous parlons des femmes et des hommes qui ont défait et humilié Napoléon Bonaparte et ses généraux sur les champs de bataille de Saint-Domingue. Depuis les événements qui ont conduit à la proclamation de l'indépendance, les États esclavagistes saisissent toutes les mauvaises occasions pour salir l'image de la Nation.

Delenda Carthago est

Mais comment seront détruits les pays que les puissances impérialistes considèrent comme les *Carthages du XXIe siècle*, parmi lesquels : Haïti, Venezuela, Cuba, Iran, Syrie, Pakistan…? Port-au-Prince, à notre humble avis, ne sera pas anéanti comme Hiroshima et Nagasaki. Non…! Ce ne sera certainement pas avec des F35, des missiles, des ogives nucléaires. Mais par la maladie et la guerre civile entre les gangs armés et la fraction de la police nationale en rébellion contre la *présidence*, l'*état-major* et l'*inspection générale*. La vague d'insécurité qui submerge Port-au-Prince et le reste du territoire ne participe-t-elle pas d'un plan audacieux de destruction de la République d'Haïti? Nous sommes entrés, depuis l'intronisation des *charognards du PHTK*, à la phase d'exécution du projet assassin. Et ce sont les instances cruelles de la communauté internationale présentes en Haïti, hostiles à l'existence des indigènes dans la Caraïbe, qui mènent le bal des opérations nébuleuses du *kidnapping des paisibles citoyens*, qui alimentent les *cas de viol* et *d'assassinat*, afin de semer la panique au sein de la population : une façon d'inciter les familles déboussolées, perdues, désemparées, à prendre le chemin de l'exode externe. Plusieurs bandits détenus et interrogés par les autorités policières et judiciaires ont rendu des témoignages accablants, fait des aveux palpitants, se sont soumis à des séances de confessions étonnantes, dont les contenus, gardés secrets, donnent froid au dos. D'ailleurs, Arnel Joseph, l'assassin appréhendé le 22 juillet 2019 dans le Sud du pays, qui était à la tête des salauds, des égorgeurs, des bouchers du Village de Dieu, n'a jamais été déféré par devant ses juges naturels. Le malfaiteur au service des politiciens dépravés, faisandés a fait des révélations graves à Michel-Ange Gédéon, l'ex-chef de la police nationale d'Haïti, dont le mandat n'a pas été reconduit par l'ambassade des États-Unis, qui demeure, nous le savons tous, la principale dirigeante de ce corps trouble et controversé. Les États néocolonialistes veulent détruire les Haïtiens, dans le seul but de reprendre les terres que les Espagnols leur ont concédées en 1697 par le traité de Ryswick. Il faut que la planète entière en soit informée. Car nous ne sommes plus dans les probabilités. Mais dans les certitudes quasi absolues! En remontant minutieusement le cours de l'histoire, il serait aisé pour quiconque voudrait découvrir et fournir les preuves de cette volonté destructrice qui anime les *pays du G7* par rapport aux Haïtiens.

Toujours pas de lumière au bout du tunnel

Haïti, comme la Carthage d'Hannibal, pourra-t-elle échapper aux mauvaises prédictions des prophètes de la « *cruauté* »? Aura-t-elle les moyens de combattre et de vaincre, cette fois-ci, la fureur haineuse de la Rome scipionienne? Les esclaves africains commencèrent à lutter bravement et de façon organisée en 1791, se battirent glorieusement sur tout le territoire de Saint-Domingue, certains sont morts héroïquement à la Crête-à-Pierrot, pour se libérer d'abord, et pour épargner ensuite à leurs descendants les souffrances du *colonialisme aliénant*. La République d'Haïti se retrouve actuellement dans un état inquiétant de faiblesse politique, dans une situation intenable de fragilité économique et dans une position vertigineuse d'insécurité sociale. Tout cela ne fait qu'amincir les espoirs de voir ce pays remonter la pente d'une décadence multidimensionnelle qui l'entraîne de plus en plus vers le néant. Nous ne dirons pas comme certains « *compatriotes* », pris dans un tourbillon de « *nationalisme émotionnel* », que les Haïtiens sont prêts pour une « *Révolution* » sociale, politique, économique et culturelle. Ce serait de jouer à l'autruche. De perdre le Nord… Entre *vouloir* et *pouvoir*, il existe un monde de différence. Nous ne pouvons pas refuser de croire, nous ne pouvons pas faire semblant d'ignorer la triste réalité qui se dévoile à nos yeux, qui se dévêtit en boucle devant nous comme une strip-teaseuse de la rue Sainte-Catherine à Montréal. La République d'Haïti, certainement, ne doit pas se laisser détruire. Ne faut-il pas qu'elle continue d'exister dans le temps et même par-delà le temps : ne serait-ce que pour prouver aux générations subséquentes de la planète qu'elle est le résultat de l'**Union**, de la **Fraternité**, de l'**Égalité** et de la **Force** : la **formule stratégique** et **rationnelle** qui a contrefait, stopper la marche subjuguante de **l'idéologie coloniale** en Amérique? Ses filles et ses fils ne seraient-ils même pas disposés à retourner à la *Crête-à-Pierrot*, à la *Butte Charrier*, à *Vertières*, s'il le fallait vraiment, pour que l'œuvre subliminale des pères de l'indépendance nationale continue de rappeler les souffrances cruelles infligées par la France à de pauvres citoyens sauvagement arrachés à leurs terres et à leurs familles, et de symboliser dans le monde la première grande défaite militaire de l'empereur Napoléon Bonaparte, l'idole emblématique du peuple français.

La terre d'Haïti est devenue la nouvelle *Via Appia* des « *seigneurs de la* « *cosmocratie* ». Dans tous les quartiers défavorisés, nous assistons à des spectacles de désolation. Des compatriotes déprimés, desséchés par leurs mauvaises conditions de vie sont cloués sur la *croix de la misérabilité*. Ils crèvent les uns après les autres, sans que les anges du ciel leur viennent en aide. Dans les vents du *cataclysme sociétal* qui soufflent avec véhémence sur l'ensemble du territoire, nous avons appris à distinguer les pleurs du bébé qui s'ennuie de ceux du nourrisson qui a *faim*, qui a *froid*, qui souffre de *maladie sans avoir de médicaments*, et qui va mourir à l'aube dans les bras d'une pauvre *mère fatiguée et éplorée*. L'ambassadeur des États-Unis en Haïti, Michèle Sison, est le « *Crassus* » délégué par « *César* » pour écraser la *résistance massive* contre les dirigeants corrompus, kleptocrates du *PHTK*. Rome, dans son *arrogance orgueilleuse*, saurait-elle tolérer cette *rébellion effrontée* qui a conduit une poignée d'esclaves à matérialiser, à concrétiser leur projet de fonder un pays, de créer un État libre et indépendant sur cette île olympienne que Zeus prédestinait, – comme les supporteurs du « *Capital* » le croient –, au bonheur et à la sérénité de la *race aryenne* ? La belle aventure des indigènes dure déjà *216 ans* : *1804 – 2020*. Les noms illustres des « *gueux héroïques* », qui circulent et brillent dans l'univers comme des *pionniers de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité*, agacent la *conscience blessée*, *offensée* des États-Unis, de la France, du Canada, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Angleterre…

Depuis 1804, l'État haïtien se retrouve dans une situation de « vulnérabilité » extrême. « *La foi soulève les montagnes*.» Parviendra-t-il à stopper le *train de l'apocalypse* qui traverse son territoire? Les esprits encore lucides qui suivent le glissement du pays vers les écueils des calamités admettront que nos réflexions réverbèrent une réalité effarante et une vérité brutale. Le futur qui se dessine devant nos compatriotes semble la rapprocher du sombre destin réservé par Nabuchodonosor au Temple du roi Salomon. Les disciples d'Arès [1] arriveront-ils à couler définitivement Quisqueya avec les membres d'équipage et les passagers? Jusqu'à présent, aucun mouvement ou groupement politique, aucun politicien ou politique, aucun universitaire ou intellectuel n'est parvenu à dévoiler un plan de salut pour la Nation.

« Vivre sans espoir, c'est cesser de vivre [2] »

Au rythme où les malheurs déboulent, dans trois cents ans ou moins, ce peuple pourrait disparaître effectivement de la carte géographique de l'univers. Dans quelles conditions survivent actuellement les *Indiens du Canada*? Nous l'avons déjà écrit. Ils sont casernés. Répartis dans des espaces sauvages appelés « *Territoires* ». Leurs villages ne disposent pas d'établissements scolaires adéquats. Leurs enfants ne sont pas enseignés par des professeurs compétents. La population autochtone accède difficilement, à certains endroits, au système d'éclairage électrique. Les individus sont obligés de chauffer leurs « *gîtes* » avec du bois coupé ou ramassé dans la forêt. À cause de la rareté, de l'insuffisance d'emploi – *pour ne pas parler tout court de l'inexistence des lieux de recherche du travail* – les familles amérindiennes s'accrochent aux *maigres allocations* qui leur sont versées sur une base mensuelle par les institutions gouvernementales d'assistance sociale. Les jeunes adultes, découragés, se droguent. Les jeunes filles se prostituent dans les grandes villes du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta…

Le globe terrestre se fragilise. Le *26 décembre 2004*, un séisme *suite à la page(16)*

Jouthe Joseph, encore un Premier ministre de facto !



Le Premier ministre de facto Joseph Jouthe et le Président inculpé Jovenel Moise

Cela devient de plus en plus une habitude, le Président Jovenel Moïse ne communique plus que par tweeter. En janvier dernier, pour annoncer qu'il avait constaté la caducité ou le dysfonctionnement du Parlement avec la fin du mandat d'une vingtaine de sénateurs, c'est par les réseaux sociaux qu'il s'était adressé à l'opinion publique. Un tweet laconique en pleine nuit signifiant aux sénateurs qu'ils n'avaient plus le droit de se rendre au Parlement. Malgré la polémique, débats et autres recours auprès des instances électorales et judiciaires, le tweet du chef de l'Etat a eu raison sur tout le monde.

Les dix sénateurs qui contestent encore aujourd'hui la décision du pouvoir se retrouvent dans la rue et sans aucune tribune officielle pour s'exprimer. Le lundi 2 mars 2020, très tôt le matin, voici Jovenel Moïse qui récidive. C'est par un nouveau tweet que la République toute entière a appris qu'un nouveau Premier ministre a été nommé, « Suite aux consultations que j'ai eues avec différents secteurs du pays, j'ai fait choix du citoyen Jouthe Joseph comme nouveau Premier ministre. Ce dernier est appelé à former, dans les meilleurs délais, un gouvernement d'ouverture et de consensus, capable de répondre aux urgences de l'heure » a tweeté le Président Jovenel Moïse. Ainsi, la nouvelle technologie devient le chemin le plus court et le plus rapide pour communiquer avec la population. Jovenel Moïse utilise l'arme préférée de l'ex-Premier ministre Laurent Lamothe, un féru de la communication, qui prenait un malin plaisir à révoquer ses ministres et ses collaborateurs par BBM (Black Berry Messenger) quand ce smartphone avait vraiment la cote.

Depuis, la tendance est au tweeter. Pourtant, pour le Président de la République, entre le fait et la parole, il y a tout un monde qui les sépare. Quand on voit la réaction des différents secteurs et acteurs sociopolitiques haïtiens après la publication du tweet du Président, l'on comprend tout de suite qu'on est loin de la vérité dans ce qui a été dit dans le tweet présidentiel à part seulement le nom du nouveau chef de gouvernement. En effet, selon tous les secteurs qui étaient en pourparlers avec le chef de l'Etat dans le cadre des négociations en vue d'une sortie de crise, à aucun moment le nom du ministre a.i de l'Economie et des Finances et de l'Environnement n'avait été cité au cours des différentes rencontres qui ont eu lieu sur le dossier du Premier ministre. Selon tous les leaders politiques de l'opposition modérée et de la Société civile, c'est tout seul que le Président Jovenel Moïse a choisi Jouthe Joseph pour succéder à Jean-Michel Lapin qui était dans une situation plus que délicate tant l'ancien ministre de Jean Henry Céant cumulait les intérims. Ministre de la Culture et de la Communication dans le Cabinet du Notaire, il a succédé à titre d'intérimaire à celui-ci à la Primature en mars 2019.

Mais, face aux tensions extrêmes existant entre les sénateurs de l'opposition et le chef de l'Etat, Jean-Michel Lapin qui a été entretemps nommé Premier ministre, donc confirmé dans le poste, n'a jamais pu présenter sa Déclaration de politique générale au Parlement. Finalement, dans l'espoir de faciliter la tâche au locataire du Palais national qui souhaitait nommer un autre PM, en l'occurrence, Fritz William Michel, Lapin avait dû présenter sa démission au Président de la République le 22 juillet 2019. Sauf que ni lui ni Fritz William Michel n'ont pû être ratifiés par l'Assemblée Nationale jusqu'à la démission aussi de son successeur. Depuis, les deux Premiers ministres démissionnaires vivaient dans l'attente d'un accord politique entre le Palais national et l'opposition. C'est à la recherche de cet accord que plusieurs tentatives de négociation ont été réalisées dans différents endroits de la capitale et de Pétion-Ville. Toutes sont soldées par des cuisants échecs. Selon plusieurs négociateurs de l'opposition, les deux parties étaient à deux doigts de trouver ce fameux accord. Même les noms des Premiers ministres potentiels avaient été avancés et débattus avec le Président Jovenel Moïse.

A la fin, les discussions s'étaient arrêtées sur quatre noms de Premier ministre éventuel, entre autres celui du sénateur Joseph Lambert. Mais le chef de l'Etat n'a jamais dit ni non ni oui. Tout simplement, les pourparlers se poursuivaient en privé en vue de la signature d'un gouvernement d'union nationale et de consensus. C'est donc par surprise que l'ensemble des acteurs apprend la nouvelle que c'est Jouthe Joseph qui est appelé à prendre la tête du nouveau Cabinet ministériel. A part l'ambassade américaine à Port-au-Prince qui sert de plus en plus de « Gouvernorat » américain en Haïti, aucune autre instance nationale ou internationale n'était mise au parfum. Donc, il est archi-faux que Jouthe Joseph soit le résultat des consultations avec différents secteurs et acteurs sociopolitiques du pays. C'est un choix unilatéral du chef de l'Etat qui observe, sans doute, que les négociations ont assez duré et qui décide finalement d'avancer seul sur le dossier sachant qu'il ne court aucun risque auprès de la Communauté internationale. Puisque son principal supporter et soutien qui est Washington lui a donné son feu vert pour aller de l'avant tout en prenant le risque que les choses dérapent dans les jours et mois à venir.

Car, le moins que l'on puisse dire, l'opposition, toute tendance confondue, ne décolère pas de cette manière de faire et certainement n'a pas dit son dernier mot même s'il est vrai que personne ne croit pour le moment à un grand sursaut de la part des leaders totalement moribonds depuis la fin de l'opération « pays lock ». Le fait est que depuis le 2 mars 2020 la donne a plus ou moins changé sans pour autant que la situation et la crise politique évoluent dans le pays. La donne change par le fait que Jean-Michel Lapin n'est plus aux commandes de la Primature depuis le mercredi 4 mars 2020. Dans une brève cérémonie au Palais national en présence tout de même de l'ensemble du Corps diplomatique, Jouthe Joseph a été officiellement investi au poste de chef de gouvernement. Ensuite, tout le monde s'est rendu à Musseau à la résidence officielle des Premiers ministres haïtiens pour l'installation et la passation des pouvoirs où les deux hommes qui se connaissent pour avoir participé dans le même gouvernement ont changé quelques amabilités d'usage. Jean-Michel Lapin part à la retraite de la fonction publique après 32 ans de bons et loyaux services et Jouthe Joseph continue sa course au sein de la vache à lait qui est l'Etat haïtien.

Car, contrairement à ce qui se dit, Jouthe Joseph n'est pas un inconnu du milieu politique et de l'Etat. Ce natif de Thomonde dans le département du Centre a déjà une longue carrière derrière lui au sein de l'administration publique et à l'Internationale. Aujourd'hui, en tant que Premier ministre de Jovenel Moïse, il n'est pas tout à fait en terrain inconnu. Ancien ministre de l'Environnement dans le Cabinet de Jean Henry Céant en 2018, puis ministre de l'Economie et des Finances a.i dans le gouvernement de Jean-Michel Lapin en 2019, Jouthe Joseph fut l'un des hommes forts de la Primature au Cabinet de l'ex-Premier ministre Jack Guy Lafontant le premier Premier ministre de Jovenel Moïse à titre de Conseiller spécial pour les projets spéciaux, travaux publics et passation des marchés publics. C'est aussi un ancien du fameux et sulfureux BMPAD (Bureau de Monétisation des Programmes d'Aides au Développement) l'institution qui brasse des millions de dollars américains en projets au nom de la République.

Tous les grands contrats, projets et achats de l'Etat passent par cette institution qui est en quelque sorte une caisse publique pour l'Etat et ses dirigeants. Curieusement, Jouthe Joseph fut administrateur du BMPAD. En plus, il a été Directeur d'analyse et d'Evaluation toujours à BMPAD ; sans oublier qu'il a été Directeur de projet de développement au BMPAD ; c'est dire que l'homme connaît du monde surtout le monde politique et les hommes des pouvoirs précédents. Enfin, Jouthe Joseph vient surtout de la Communauté internationale (ONU) où de 1989 à 2006 il a occupé plusieurs postes. Bref, le nouveau Premier ministre fait partie de ce qu'on appelle la « Nomenklatura » politique. Et on comprend l'assurance avec laquelle il s'est présenté lors des cérémonies d'intronisation que ce soit au Palais national ou à la Résidence des Premiers ministres.

Il menace déjà ceux qui pensent pouvoir le doubler ou ayant un comportement autre qu'à l'intérieur de la ligne que le gouvernement s'est tracée « La confiance est sacrée tant dans les choses importantes que dans les petites choses. Elle implique la loyauté et la fidélité qui en sont la contrepartie. Pour ce gouvernement, je vous invite à former un bloc solide. Je suis clair là-dessus. Il faut finir avec cette plaisanterie de divulguer tout ce qui a été dit en Conseil des ministres. Vous êtes des hommes et des femmes d'État. Prenez vos responsabilités. Soyez fidèles! Si vous le pouvez, faisons la route. Sinon, au revoir » a t-il déclaré promptement à l'intention des futurs bavards de son gouvernement et à ceux qui pensent étaler sur la place publique les décisions prises en Conseil des ministres. Avant, le nouveau patron de la Villa d'Accueil s'était adressé à l'opposition sous forme de mise en garde « Les leaders politiques sont tous mes amis. Donnez-moi une trêve, je ne veux plus de désordre dans le pays. Qu'il soit de l'opposition modérée ou radicale, ils sont tous mes amis. Je ne trahirai pas mes amis, mais laissez-moi en paix ».

On comprend qu'avec une telle tonalité le premier policier de la République, comme il dit, n'a pas l'intention de laisser faire l'opposition, en tout cas, ce n'est nullement dans son intention de laisser l'opposition mener une seconde opération de « pays lock ». Puisque, en tant que le premier flic d'Haïti, en oubliant même que c'est le ministre de la justice et de la Sécurité Publique de par la Constitution qui est le vrai chef hiérarchique de la police haïtienne, Jouthe Joseph entend assumer l'essentiel des pouvoirs politiques et policiers du pays. Et la base de la police qui réclame le droit de créer un syndicat au sein de la PNH semble tomber sur un mur ; puisque, selon Joseph Jouthe « Je suis le premier policier de la République. Je suis le premier membre et seul syndicat que vous recherchez. Votre code déontologique ne vous donne pas encore le droit à un syndicat » lance-t-il aux policiers. Selon lui, le mouvement des policiers est un malentendu, « Ce qui vient de se passer est une simple question de communication » dit-il. Si cette déclaration n'était pas une provocation ou une déclaration de guerre vis-à-vis de la Coordonnatrice du Syndicat de la Police Nationale d'Haïti (SPNH) Yannick Joseph et de ses collègues, ce qu'on verra dans une prochaine **Tribune**, on aimerait bien savoir de quoi il s'agit. En tout cas, c'est sur fond d'insécurité et de kidnapping que le successeur de Jean-Michel Lapin et de Fritz William Michel, le PM virtuel de Jovenel Moïse, a pris les rênes du gouvernement qui, en dépit de tout, demeurera pour les historiens un gouvernement de facto dans la mesure où, comme son prédécesseur, il n'aura pas la bénédiction ou l'onction de la Constitution puisque sa nomination n'a pas été faite dans les règles faute du dysfonctionnement de l'Assemblée Nationale.

De fait, il n'aura pas à se présenter devant le Corps législatif qui est déclaré caduc depuis le deuxième lundi de janvier 2020. Les dix sénateurs encore en fonction qui s'ennuient ferme au Bicentenaire faute d'agenda parlementaire n'auront aucun contrôle sur le Premier ministre ni sur les membres du gouvernement ; ni sur le futur budget que l'exécutif va bientôt annoncer. D'ailleurs, la mise en place de ce nouveau cabinet ministériel avec à sa tête Jouthe Joseph est l'une des grandes décisions politiques et institutionnelles du Président Jovenel Moïse depuis qu'il dirige le pays exclusivement par décret. Mais, on peut penser que, sauf s'il est contrarié par une probable renaissance de l'opposition qui pourrait profiter de cette faille pour ouvrir un nouveau front anti-Jovenel dans le pays, ce gouvernement continuera à fonctionner comme si de rien n'était. Ce n'est ni le premier ni le dernier Premier ministre de facto que Haïti ait connus. Si l'on ne prend pas en compte le cas de feu Marc Louis Bazin qui fut Premier ministre durant la période du coup d'Etat militaire dirigé par le général Raoul Cédras (1991-1994) et en l'absence d'un Président provisoire, la République en a connu déjà trois autres. En 1999, c'est Jacques Edouard Alexis qui a été le premier a être nommé par le Président René Préval en dehors de la Constitution et qui avait formé un cabinet ministériel qui a fonctionné presque sans encombre jusqu'à son renversement par le Sénat à la demande même du chef de l'Etat.

Le second fut Gérard Latortue convoyé par avion spécial vers Port-au-Prince par la Communauté internationale pour prendre la tête du pays en mars 2004 après le renversement et le départ en exil du Président Jean-Bertrand Aristide. Il y est resté jusqu'à la fin de la transition. Et plus près de nous, le cas de Evans Paul (KP) sous la présidence de Michel Martelly. Nommé des mois auparavant, il n'a pas pu rentrer en fonction à cause de la crise politique. Mais, une fois le Parlement devenu dysfonctionnel en janvier 2015, il a été installé à la sauvette et en pleine nuit comme Premier ministre de facto et ce jusqu'à la fin du mandat constitutionnel du Président Michel Martelly en février 2016. Du coup, Jouthe Joseph devient le quatrième chef de gouvernement à entrer en fonction sans avoir à faire sa Déclaration de politique générale devant le Parlement.



Les 28 membres du gouvernement de facto de Jovenel Moise et Joseph Jouthe

De toute façon, tant qu'il n'y ait pas une nouvelle Constitution, il faut s'attendre à ce que d'autres cas viennent remplir ce cahier sombre de la République. Dans au moins deux ans, sinon avant, il y aura un nouveau Président provisoire, donc un nouveau Premier ministre de facto dans le cadre d'un gouvernement de transition. Car, si l'on prend en compte les déclarations

suite à la page(18)

Haiti Closes Border, Stops Flights in Attempt to Ward Off Coronavirus

by Kim Ives

It is surely not a question of "if" the COVID-19 coronavirus pandemic will eventually spread to Haiti, but "when."

Nonetheless, in an attempt to at least delay its arrival, on Mon., Mar. 16, 2020, at midnight, Haiti closed its 224-mile-long border with the neighboring Dominican Republic, where (at press time on the evening of Mar. 17) there are 21 confirmed cases of the disease and one death. But every day brings new cases.

There are four official border crossings between Haiti and the DR, to which Public Health officials have been dispatched.

"Only products can enter Haiti," said the new Interior Minister Audain Fils Bernadel. "The personnel transporting the goods must be subjected to screening tests."

To date, about 200,000 people in 165 of the world's 195 nations have been infected by the virus, which can cause deadly pneumonia-like symptoms. Already, over 8,000 have died worldwide.

Haiti also said it would stop all flights from Europe, Canada, the Dominican Republic, and Latin America to its international airports in Port-au-Prince and Cap Haïtien and only receive planes from neighboring Cuba and the United States. At press time, those two countries had seven and 6,499 confirmed COVID-19 cases respectively.

Nonetheless, on Mar. 17, flights from the Bahamas and Turks and Caicos also continued to fly into Cap Haïtien, the nation's second largest city in the North. The Bahamas just announced its first coronavirus case on Mar. 15.

On Tue. Mar. 17, Jetblue, one of the principal airlines serving Haiti from the U.S., stopped its planes from flying to the country. "Officially, we have canceled all of the flights to Port-au-Prince for the foreseeable future with no resumption date," said JetBlue spokesman Derek Dombrowski.

On Mar. 15, Haiti's Communications Ministry tweeted: "Flights from the USA (NY, Miami ...) are being evaluated. However, all travelers from the USA must have a document proving that they have carried out a test before arriving in the country."

According to the Miami Herald, Jetblue suspended its flights because of this supposed COVID-19 test requirement for passengers. Nonetheless, the Herald also notes that neither American Airlines out of Miami nor Spirit Airlines from Ft. Lauderdale stopped their flights to Haiti on Tuesday.

There is a severe shortage in the U.S. of COVID-19 test kits, which are mostly administered to the severely ill, who would not be traveling to Haiti. Therefore, it is unlikely any of the passengers arriving in Haiti from the U.S. on Mar. 16 or 17 had to provide the proof of a negative COVID-19 test.

The U.S. Embassy in Haiti added to the confusion. "Flights between Haiti and the United States will continue," it wrote on its American Citizen Services Facebook page on Mar. 15. "The Government of Haiti stated that all travelers from the U.S. must have a document showing that they have tested negative for coronavirus before boarding. The Government of Haiti did not specify what proof passengers should present and has not yet provided instructions to airlines. The Government of Haiti will continue to conduct health screenings on arriving passengers."



A Haitian policeman and public health worker intercept two women entering Haiti from the Dominican Republic at Malpasse in order to test them for COVID-19



On Mar. 16, Haiti's de facto prime minister Joseph Jouthe (at the podium) held a press conference to announce the government's consciousness-raising campaign around the new coronavirus pandemic

Haiti is abysmally unprepared to handle another epidemic, having struggled over the past decade to overcome a cholera outbreak unleashed in the country in October 2010 by Nepalese United Nations military occupation troops, whose disease-laced sewage polluted the headwaters of Haiti's largest river. As a result, some 10,000 Haitians died from the disease, and close to 900,000 were sickened.

Due to neoliberal austerity measures which Washington and its allies have forced on Haiti over the past three decades, the country's hospitals and clinics are under-staffed, ill- equipped, and crumbling. Often, they lack even electricity. According to a 2017 World Bank report, Haiti spends next to nothing per capita on healthcare. Compared to $180 in the Dominican Republic and $781 in Cuba, Haiti spends only $13. And that was before the political and economic crisis that has gripped the country for the past 18 months.

Today, for Haiti's 11 million people, there are a mere 200 hospital beds available for COVID-19 patients in several facilities around the country. Their location is being kept secret for security reasons, Haiti's Health Minister Marie Greta Roy Clement said.

On Mar. 17, Haiti also closed its consulates in France, French Guyana, Guadeloupe, Martinique, Saint Martin, and Dominica, and its embassy in Ottawa, Canada. The Foreign Ministry also ordered all its other embassies and consulates to open only part-time, at the discretion of their chief of mission.

On Mar. 16, Haiti's new de facto prime minister, Joseph Jouthe, held a press conference to announce the launching of a campaign, in conjunction with the National Federation of Haitian Mayors, to inform the Haitian public about the dangers of the coronavirus and how to minimize one's chances of infection.

According to a Mar. 16 story by Sandra Lemaire and Matiado Vilmé, reporters for Voice of America Radio (VOA), street vendors in the teeming Croix-des-Bossales market in downtown Port-au-Prince had "not heard much about the coronavirus pandemic."

One vendor told the journalists that drinking kleren, Haiti's sugar-cane-based moonshine, can keep the virus at bay. "I heard the virus doesn't like hot climates nor strong alcohol, so that's our protection," she told them.

"They told us we shouldn't touch our faces, but after moving merchandise, sometimes we sweat, and out of habit, we wipe our forehead (with our hand)," another market woman told the VOA. "How are we supposed to avoid doing that?"

Haitian social media groups, primarily on WhatsApp, are filled with many macabre jokes about the pandemic. "Coronavirus already came to Haiti," said one, "but it died of hunger."

Jouthe said the Haitian government has tested several people for the coronavirus, but so far the tests have all come back negative. He also said that the authorities currently have 18 people being held in quarantine.

Coronavirus, Colonization, and Capitalism

What the global outbreak reminds us about inequality



A Haitian boy holds a relative sick with cholera at a clinic in Petite Rivière, Haiti. Haiti's cholera epidemic, which began in 2010, "did not shock many in the Global North."

by Edna Bonhomme

After Haiti's January 2010 earthquake, I moved to Port-au-Prince to help with relief efforts. As a recent graduate of a public health master's degree programme, and a person of Haitian descent, I thought my expertise and linguistic skills could be of use to the survivors.

The situation was already grave when I arrived there. Amid endemic poverty, political instability and almost no remaining infrastructure, the people of Haiti were struggling to rebuild their lives. But it got significantly worse a few months later, when a silent killer emerged on the scene: cholera.

The cholera epidemic, which broke out near a base housing United Nations troops, killed over 10,000 people and affected more than 800,000 others. It also contributed to the contamination of the island's main water source, the Artibonite River, further crippling relief efforts.

The 2010 outbreak, which was the first large-scale cholera outbreak in the 21st century, brought death and disruption on an unprecedented scale. But it did not shock many in the Global North. After all, what happened in Haiti was in line with their understanding of epidemics – deadly outbreaks of ancient diseases that affect foreign people in exotic, faraway and (made-to-be) poor lands. They were saddened by the news coming from the Caribbean island, and some even donated money and supplies to try and help, but most did not see the outbreak as a wake-up call to review the readiness of their own countries, and the global community, for a similar epidemic or pandemic.

Fast forward 10 years, and we are in the midst of a pandemic that is devastating not only the Global South, but also countries in Europe, North America, and Australia – countries that had come to believe that, for them, epidemics are a thing of the past. Of course, these countries faced a deadly HIV/AIDS pandemic as recently as the 1990s, but most of their citizens viewed that disease also as something that overwhelmingly affects "others," namely homosexual men, minority communities, and people from developing countries.

Since being identified in China as a new and dangerous member of the coronavirus family in early January, COVID-19 has spread to more than 140 countries worldwide, including Italy, the United States, the United Kingdom, and Germany. As a highly infectious respiratory disease, it poses a threat to everyone in every society. On Mar. 11, the World Health Organisation (WHO) declared the coronavirus outbreak a pandemic, and the list of affected countries continues to grow rapidly. The Global North is now facing an epidemic that is affecting not only its internal and external "others," but all of its own citizens indiscriminately.

The pandemic's death toll has already reached 8,000, and it has inflicted a massive blow to the global economy. The countries that are used to watching epidemics from afar are now scrambling to contain the virus before it causes more devastation to their citizens.

Italy, where more than 1,800 people died from the virus, instituted a nationwide quarantine, leaving the country at a standstill. The U.S. imposed a month-long ban on European citizens trying to enter it. Germany closed its borders with Austria, Denmark, France, Luxembourg, and Switzerland. The German government also banned all public events with more than 100 participants. Spain ordered all residents to confine themselves to their homes and also closed all schools, restaurants, and bars. Air traffic almost came to a standstill. Europe's busiest airport, London Heathrow, said that total passenger numbers fell 4.8% last month compared with the same period in 2019. People meanwhile rushed to supermarkets to buy "essentials" in bulk, stripping shelves bare of canned goods, pasta, and toilet paper. Many also stocked up on face masks, hand sanitizer, and disinfectants, causing shortages in many areas.

The Global North's response to the pandemic was in many ways similar to Europe's xenophobic responses to the plagues of distant history. It not only rushed to close itself up to foreigners in an effort to keep the disease out, but many in these countries responded to the crisis with irrational panic, xenophobia, and racism. From the U.S. to the UK, people of Asian descent faced racist and xenophobic attacks, as people irrationally held them responsible for the outbreak.

Overall, the countries in the Global North failed to see the global nature of the crisis we are currently facing. As they rushed to protect their own, they once again succumbed to old tropes about epidemics being caused by "dirty and strange others."

Furthermore, they failed to recognize the need for a global public health strategy to contain the current COVID-19 pandemic and similar disease outbreaks that can come in

suite à la page(16)

CORONAVIRUS COVID-19: «MADE IN CHINA » OU « MADE IN USA »?



La rhétorique de la Maison Blanche accusant la Chine de propager le « virus de Wuhan » dans le monde entier a été réfutée par des rapports tant japonais que chinois.

Par Prof Michel Chossudovsky

Trump affirme que le coronavirus a été « fabriqué en Chine » (« Made in China »). Et que la Chine menace les États-Unis.

Le président des États-Unis veut faire croire aux Étasuniens que la pandémie de coronavirus porte l'étiquette « Made in China ». Le secrétaire d'État Mike Pompeo l'appelle le « Coronavirus de Wuhan ».

Le « grand mensonge » a commencé le 30 janvier lorsque le directeur général de l'OMS, sous la pression de puissants intérêts économiques étasu-



Donald Trump et Mike Pompeo. Le gouvernement des États-Unis veut faire croire aux Étasuniens que la pandémie de coronavirus porte l'étiquette « Made in China »

niens, a déclaré une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) avec seulement 150 « cas confirmés » (par l'OMS) en dehors de la Chine, dont six seulement aux États-Unis. On a alors parlé de pandémie.

Les « fake médias » sont immédiatement passés à la vitesse supérieure. La Chine a été tenue pour responsable de la « propagation de l'infection » dans le monde entier.

Le lendemain (31 janvier 2020), M. Trump a annoncé qu'il refuserait l'entrée aux États-Unis des ressortissants chinois et étrangers » qui ont voyagé en Chine au cours des 14 derniers jours «. Cela a immédiatement déclenché une crise dans les transports aériens, les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine ainsi que dans les transactions de cargaison (fret) et de transport maritime.

Si l'étiquettage « Made in China » du coronavirus a servi de prétexte, l'objectif tacite était de mettre l'économie chinoise à genoux.

C'était un acte de « guerre économique », qui a contribué à miner l'économie chinoise ainsi que celle de la plupart des pays occidentaux (alliés des États-Unis), entraînant une vague de faillites, sans parler du chômage, de l'effondrement de l'industrie touristique, etc.

De plus, l'étiquette « Made in China » du coronavirus de Trump a déclenché presque immédiatement, dès le début du mois de février, une campagne contre les Chinois ethniques dans tout le monde occidental.

Étape 2.0 : « Infections transmises par les Européens » ?

Le 11 mars, une nouvelle phase a été lancée. L'administration Trump a imposé une interdiction de 30 jours aux Européens d'entrer aux États-Unis par la suspension des voyages aériens avec l'UE (à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande).

Les États-Unis mènent maintenant sa « guerre économique » contre l'Europe occidentale, tout en utilisant la COVID-19 comme justification.

Les gouvernements européens ont été cooptés. En Italie, un confinement prédomine, ordonné par le premier ministre, les grandes villes du nord de l'Italie, dont Milan et Turin, ont été mises en quarantaine.

La confusion, la peur et l'intimidation règnent.

C'est du « Dommage Made in America »

Fin février : La manipulation financière caractérise les transactions boursières dans le monde entier.

La valeur des actions des compagnies aériennes s'effondre du jour au lendemain. Ceux qui avaient « connaissance d'avance » de la décision prise par Trump le 11 mars d'interdire les vols transatlantiques à partir des pays de l'UE se sont fait un paquet d'argent. C'est ce qu'on appelle la « vente à découvert » sur le marché des produits dérivés, entre autres opérations spéculatives. Les spéculateurs institutionnels, y compris les fonds spéculatifs ayant des « informations privilégiées », avaient déjà fait leurs paris.

Plus généralement, un transfert massif de richesses monétaires s'est produit, parmi les plus importants de l'histoire du monde, entraînant d'innombrables faillites, sans parler de la perte de l'épargne de toute une vie, provoquée par l'effondrement des marchés financiers.

Ce processus est en cours. Il serait naïf de croire que ces événements sont spontanés, fondés sur les forces du marché. Ils sont délibérés. Ils font partie d'un plan soigneusement conçu impliquant de puissants intérêts financiers.

COVID-19: « Made in China » ou « Made in America »?

Et maintenant, une nouvelle bombe est apparue : La rhétorique de la Maison Blanche accusant la Chine de propager le « virus de Wuhan » dans le monde entier a été réfutée par des rapports tant japonais que chinois. L'analyse scientifique révélée par Larry Romanoff suggère que le virus a été fabriqué aux États-Unis : « *Il semble que le virus ne soit pas originaire de Chine et, selon les rapports des médias japonais et autres, il pourrait provenir des États-Unis* ». …

En février, le journal télévisé japonais Asahi (presse écrite et télévision) a affirmé que le coronavirus provenait des États-Unis et non de Chine, et que certains (ou beaucoup) des 14 000 décès étasuniens attribués à la grippe pourraient en fait avoir été causés par le Coronavirus.

Et le 12 mars, dans une déclaration au Congrès étasunien (House Oversight Committee), le directeur du CDC, Robert Redfield, a involontairement « craché le morceau ». Il a candidement admis que, oui, certains cas diagnostiqués de grippe saisonnière pouvaient être dus à un coronavirus.

Quand cela s'est-il produit ? En octobre, novembre ? Quelle est la chronologie. Il est à noter que la déclaration de Redfield est corroborée par des virologistes japonais et taïwanais. Deux pays qui sont de fervents alliés des États-Unis.

Dans un tweet : Le directeur du CDC, Robert Redfield, a admis que certains Américains apparemment morts de la grippe ont été testés positifs au nouveau #coronavirus lors du diagnostic posthume, lors de la commission de surveillance de la Chambre mercredi. #COVID19

Il convient de noter qu'avance le virologiste taïwanais (mentionné ci-dessus) : » Il a déclaré que les États-Unis ont récemment [?] eu plus de 200 cas de « fibrose pulmonaire » qui ont entraîné des décès dus à l'incapacité des patients à respirer, … Il a déclaré qu'il a … informé les autorités sanitaires américaines de considérer sérieusement ces décès comme résultant du coronavirus, … [Il] a ensuite déclaré que l'épidémie de virus pourrait avoir commencé plus tôt que prévu, suggérant « Nous devons nous tourner vers septembre 2019 « . (cité dans Larry Romanoff, op cit)

Le ministère chinois des Affaires étrangères a réagi aux déclarations du CDC Robert Redfield, qui a laissé entendre que le virus pouvait provenir des États-Unis.

Quand le « Patient Zéro » a-t-il commencé aux États-Unis ?

Tweet : @CDCDirector Dr. Robert Redfield : Certains cas qui ont été précédemment diagnostiqués comme étant des cas de grippe aux États-Unis étaient en fait des #COVID19. Il est absolument INAPPROPRIÉ et FAUX d'appeler cela le coronavirus chinois. https://www.c-span.org/video/?c4860650/user-clip-diagnosed-flu-covid-19 …

Le monde est à la croisée de la plus grave crise sociale et économique de l'histoire moderne

Dans le monde entier, les gens sont trompés. On leur dit : « Ça va s'aggraver ». Angela Merkel a déclaré sans la moindre preuve que « 70 % de la population allemande pourrait contracter le coronavirus si l'on ne fait pas plus pour arrêter sa propagation ».

Dans plusieurs pays, l'économie s'est arrêtée. Les supermarchés, les centres commerciaux, les bureaux, les usines, les écoles, les universités sont au point mort. Les gens sont confinés chez eux. La peur et l'intimidation règnent.

Dans l'intervalle, coïncidant avec le verrouillage de l'Italie en raison du coronavirus, 30 000 soldats étasuniens ont été envoyés dans l'UE, dans le cadre des jeux de guerre US-OTAN « Defend Europe 2020 » contre la Russie, dans le cadre du plus grand déploiement militaire depuis la Seconde Guerre mondiale. « Le Défenseur pourrait-il devenir l'Envahisseur… ? »

Soyons clairs : la pandémie de coronavirus n'est pas la « cause » de cette crise économique et sociale en cours. Elle est le « prétexte » à la mise en œuvre d'une « opération » soigneusement conçue (soutenue par la désinformation des médias) qui déstabilise les économies nationales, appauvrit de larges secteurs de la population mondiale et mine littéralement la vie de millions de personnes. Il s'agit d'un « acte de guerre ».

La suite des événements : Les impacts potentiels d'un gel continu du commerce étasunien avec la Chine

La géopolitique est complexe. Comment se dérouleront les événements économiques ? Nous allons essentiellement nous concentrer brièvement sur les relations entre les États-Unis et la Chine. Ceux qui ont formulé la « guerre économique non déclarée » des États-Unis contre la Chine, n'ont pas envisagé les répercussions potentielles sur l'économie américaine.

Il s'agit d'un « Harakiri économique », c'est-à-dire d'un « Suicide à l'américaine ».

Dans quelques mois, si les relations commerciales et les transports entre les États-Unis et la Chine ne reprennent pas normalement, les conséquences sur les économies nationales des pays occidentaux pourraient être dévastatrices.

Une grande partie des marchandises exposées dans les centres commerciaux étasuniens, y compris les grandes marques, sont « Made in China ».

Le « Made in China » est l'épine dorsale du commerce de détail aux États-Unis, qui soutient de manière indélébile la consommation des ménages dans pratiquement toutes les grandes catégories de produits de base, qu'il s'agisse de vêtements, de chaussures, de matériel informatique, d'appareils électroniques, de jouets, de bijoux, d'articles ménagers, de fournitures médicales, de médicaments et de prescriptions médicales, de téléviseurs, de téléphones portables, etc.

Le » Made in China » domine également la production d'un large éventail d'intrants industriels, de technologies de pointe, de machines, de matériaux de construction, d'automobiles, de pièces et accessoires, etc. sans parler de la sous-traitance importante des entreprises chinoises pour le compte des conglomérats américains.

Alors que les États-Unis disposent d'un appareil financier puissant et sophistiqué (qui a la capacité de manipuler le commerce et les marchés boursiers dans le monde entier), l'économie réelle étasunienne est en pagaille.

La production n'a pas lieu aux États-Unis. Les producteurs ont abandonné la production.

Le déficit commercial des États-Unis avec la Chine contribue à alimenter l'économie de consommation axée sur le profit, qui repose sur les biens de consommation « Made in China ». Entre-temps, la Chine détient une grande partie de la dette publique étasunienne qu'elle peut facilement convertir en actifs réels du jour au lendemain.



Les États-Unis mènent maintenant sa « guerre économique » contre l'Europe occidentale, tout en utilisant la COVID-19 comme justification.

À ce stade de la crise du coronavirus, les décideurs politiques de Pékin sont pleinement conscients que l'économie étasunienne est fragile et fortement dépendante du « Made in China ». De plus, la Chine a dépassé les États-Unis dans plusieurs domaines de haute technologie, dont la 5G.

Et avec un marché intérieur de 1,4 milliard de personnes, associé à un marché d'exportation mondial dans le cadre de l'initiative « Belt and Road », l'économie chinoise aura le dessus.



Michel Chossudovsky
Mondialisation.ca, 14 mars 2020

Chine: la stabilité à tout prix

Par Alexandra Panaguli

(Première partie)

André Malraux: « *La Chine est l'autre pôle de l'expérience humaine* », 1926

Nikos Kazantzakis: « *Pour moi, la Chine est un nouveau pâturage où mes cinq sens vont brouter* ». 1935

Jean-Pierre Raffarin: « *Il faut préparer la jeunesse européenne à la part de la Chine qui figure dans son avenir* », 2019

Septembre-novembre 2017 – périple du nord-ouest près des Kazakhstan/Russie, jusqu'au sud près des Laos/Vietnam, via le centre-est.

Djungharie (Lac Kanas)-Urumqi (Xinjiang)-Lanzhou (monastère Labrang)-Nanjing-Anhui & Jiangxi (villages traditionnels)-Xiamen (face à Taiwan)-Tulou (vieux immeubles architecturellement intéressants)-Guangzhou (jardin Baomo)-Zhangjiajie (tours de granite)-Chengdu (base du Panda)-Shangri-la (monastère Petit Potala)-Tiger Leaping Gorge-Lijiang (ville d'art)-Shaxi (vieux marché de village)-Kunming-Yuangyuan (rizières en terraces)-Laos

19 août 2019. Un bon jour pour commencer ce récit de voyage, j'ai reçu des courriels de deux amies chinoises, d'abord Shery. Eh oui, ils ont l'habitude d'adopter un nom occidental. Une jeune artiste rencontrée lors d'un précédent voyage et qui se remémorait notre séjour chez elle il y a deux ans.

À partir de magazines et même de brochures de compagnies aériennes, j'avais fait au fil des ans une liste d'anciens villages ou bourgs à visiter. Nous avions vu suffisamment Xi'an, Shanghai et Beijing lors de nos trois voyages précédents: l'armée des soldats en terre cuite, le Bund et la Cité interdite avec ses sculptures en marbre de Feu et de Nuage, les symboles omniprésents de la Passion et de la Vanité. «Une flamme a créé tous ces miracles, s'est éteinte, s'est transformée en fumée et a continué comme un nuage. Seul l'esprit qui se souvient et aime peut venir ici, et forcer le nuage à reprendre sa forme originale [...] 'Je déclare la guerre au temps', crie l'esprit, et il fait tourner la roue du temps, et tout revient à la vie ». C'est ce que l'écrivain grec et ancien ministre de la Culture, Nikos Kazantzakis, a ressenti en errant toute la journée dans l'ancienne résidence des empereurs chinois, 23 ans après que Puyi, le dernier d'entre eux, l'ait quitté (jusqu'à ce que les Japonais le remettent sur le trône pendant 13 ans).

J'ai mis les vieilles villes sur une carte et les ai reliées par le réseau ferroviaire très dense. A commencer par les plus proches de Nanjing où notre autre amie au nom occidental, Rose, vit: Xidi, Hongcun, Fengcun, Chengkan, Shexian, Yuliang, d'anciens villages Anhui. Ainsi que de la province voisine du Jiangxi: Little Likeng et Sixi. Certains de ces endroits sont sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco et sont envahis de visiteurs (chinois), mais nous avons toujours trouvé une chambre sur place, moins difficile que pour un siège dans les trains.

Des centaines de millions de personnes prenaient la route pour les vacances d'octobre, une semaine complète de fête nationale, le 68e anniversaire de la République populaire. Nous avons eu la chance, le premier jour, de trouver des billets pour le train de Nanjing à Huangshan, mais debout, sans place assise. Nous n'aurions pu le faire sans notre chère Rose qui a trouvé des billets par son téléphone, a fait la réservation par son téléphone, a payé par son téléphone, puis est venue avec nous pour récupérer les billets à l'immense gare du sud de Nanjing. Tout est énorme en Chine, des milliers de personnes faisaient la queue devant une vingtaine de guichets.

Avisés les Chinois, sur le quai un homme vendait des petits sièges pour 5 yuans (moins d'un dollar), mais même s'asseoir n'était pas facile dans les couloirs bondés. Un groupe de jeunes jouaient aux cartes par terre dans l'étroit couloir. Sans parler de la fumée de cigarettes, mais rien de comparable à la première fois où nous sommes allés, en 1994, quand nous avons dû quitter un train car nous ne pouvions pas nous voir à travers l'épaisse fumée bleue de chaque homme qui fumait. Ici nous avons passé six heures et demie sur ce petit siège portable. Un homme fumait (jetant par terre le mégot encore allumé) tout en criant dans son téléphone portable.







Magasin de création de sacs Heirloom, "combinant techniques chinoise et occidentale avec une juxtaposition parfaite de style et d'élégance, fondé par deux femmes, Lynn Lu et la "Millennial Entrepreneur" Tiffany Yu. Il a fallu deux décennies au Japon après la Seconde Guerre mondiale pour développer son goût du luxe et le réaliser, la Chine le fait en quelques années

Rose, l'autre amie qui m'a écrit aujourd'hui, était assistante administrative dans la joint-venture entre l'Université des Postes et Télécommunications de Nanjing et le New York Institute of Technology. Intelligents les Chinois, ils ont conçu le Double First Class University Plan en 2015 pour transformer certaines universités en centres éducatifs de niveau mondial d'ici 2050, et ont recruté des étrangers comme professeurs. Tom, notre voisin de Brooklyn en était un, enseignant la production de programmes télévisés dans cette université. J'ai passé un bon moment à Nanjing malgré un froid glacial, chauffant un grand appartement moderne avec un petit radiateur. Mao avait déclaré qu'au sud de la rivière Huai et des montagnes Qin – latitude 33 degrés nord – il ne faisait pas froid donc pas besoin de chauffage central (dans le nord, ils chauffent entièrement avec des subventions gouvernementales). Et nous avions de la chance, les étudiants devaient se contenter de grosses vestes ou étudier à la bibliothèque. L'automne et l'été sont tout aussi infects: humides comme sous les tropiques.

En plus de ces deux amies m'écrivant le même jour, de régions différentes de la Chine, j'ai commencé cette journée du 19 août 2019 en lisant que Xi Jinping avait eu une mauvaise ... journée, enfin, une mauvaise année. C'est le 70e anniversaire de la «Fondation de la Nouvelle Chine», en octobre. «Les experts» résument les mauvaises nouvelles: une guerre commerciale étatsunienne mordante, les protestations incessantes à Hong Kong contestant son règne et la condamnation internationale du traitement par Beijing des minorités ouïghoures au Xinjiang, la province centro-asiatique de Chine (fin 2019 on ajoutera le coronavirus).

Shery rapporte la même chose, la dernière fois elle et Ray, son mari qui produit une série de mangas très bien faite sur Internet, nous avaient dit que personne n'ose parler de politique, et qu'il y a tellement de corruption. Maintenant elle écrit : *«L'économie de la Chine est pire, tandis que la situation politique est plus dangereuse, nous devons donc faire quelque chose pour nous donner plus de chances et d'opportunités à l'avenir»*.

Le lendemain, le magazine étatsunien *Atlantic* publiait une longue histoire sur la répression des Ouïghours par Beijing même loin de la Chine. En octobre 2017, notre premier visa de 30 jours allait expirer. Nous nous sommes renseignés à Xiamen (appelée Amoy par les Occidentaux), une grande ville sur la côte en face de Taiwan. Après avoir eu beaucoup de mal à trouver l'emplacement du Bureau de la sécurité publique (c'est-à-dire la police) traitant des visas, et après avoir déposé quelques formulaires et attendu quelques heures, on nous a dit que le processus de visa prendrait deux semaines. Nous avons laissé tomber. De même, nous ne pouvions pas visiter la «charmante» île de Gulang Yu avec son architecture de l'ère victorienne - l'enclave étrangère au moment des échanges commerciaux du 19e siècle avec l'Europe - parce que nous n'avions pas le droit d'embarquer sur le ferry pour la traversée de sept minutes avec les Chinois mais aurions dû réserver une coûteuse croisière.

À Hong Kong, le visa nous a pris moins de 24 heures. Heureusement car il n'y avait qu'une seule chambre abordable dans toute cette ville très chère, disponible pour une seule nuit. Mais quand nous avons essayé de rentrer en Chine ma compagne a été arrêtée. Pendant deux heures la police lui a posé des dizaines de questions parce qu'elle avait deux visas turcs sur son passeport, suite à des séjours culturels dans ce pays. Pire, nous avions commencé notre visite en Chine par le Xinjiang. Or, les Ouïghours sont d'origine turcique avec beaucoup de traditions communes et d'importants liens commerciaux entre la Turquie et le Turkestan oriental comme les Ouïghours appellent leur région. Donc les officiels chinois voient avec méfiance tout rapport avec la Turquie où vivent de nombreux Ouïghours susceptibles, selon eux, d'activités anti-chinoises ou pro-indépendance. Ma compagne – qui n'a rien ni de Chinois ni de Turc – aurait pu suivre un programme d'entraînement secret!

Mais les officiels savent aussi que le Xinjiang est une destination touristique, avec les lieux de la Route de la Soie et le parc national de Kanas. J'ai dû détailler tout notre itinéraire (heureusement j'avais gardé l'entrée du parc national et du musée ainsi que les billets de train) , et ils ont parcouru toutes mes cartes mémoire d'appareil photo.



Très, très accueillant et serviable le peuple chinois, et curieux sur les Occidentaux. Ici la responsable d'une librairie accueille avec le sourire et du thé une visiteuse étrangère. Elle fait partie d'une très grande chaine, dont le logo "Xin hua Shu dian" (New China Book Store) a été réalisé au pinceau par Mao en 1948. Photo par Alexandra Panaguli

Je dois ajouter que c'était le deuxième jour du 19e Congrès du Parti communiste à Pékin - qui a lieu tous les cinq ans - et les responsables de la sécurité devaient s'inquiéter et agir selon des instructions venant de haut. Quelques jours plus tôt, à Xiamen, nous attendions notre train pour les Tulous (voir plus loin) dans la gare principale, comme d'habitude un immense hall. Soudain nous avons vu du personnel assembler une vingtaine de tables et des dizaines de barrières métalliques à l'une des sorties des quais, puis une trentaine de femmes et d'hommes en uniforme sont arrivés. Ils ont formé une longue file de voyageurs, ouvert chaque sac, vérifié les papiers. Il y a eu une scène de cris avec une femme jetant sa carte d'identité au sol et hurlant tandis que les fonctionnaires essayaient de la calmer. J'ai demandé à un membre du personnel où allait le train: «À Beijing», c'était une semaine avant le Congrès du Parti communiste.

Même topo à Urumqi - pardon, Wulumùqí, le nom chinois - la capitale de la région autonome ouïgoure du Xinjiang. Dans la nouvelle gare, toute illuminée et bien sûr immense, il y avait trois contrôles de sécurité approfondis, plus stricts que dans les aéroports. Ils ont confisqué notre spray déodorant et bien sûr notre canif. Et sur les routes menant au lac Kanas, il y avait des caméras surplombant la route à intervalles réguliers, et ce, même dans un endroit qui n'aurait pas pu être plus isolé, niché entre le Kazakhstan, la Mongolie et la Sibérie. Il y avait des policiers et des soldats armés aux grands carrefours comme si on était en état de siège. Plus vers le nord, des postes de police barricadés avec fers et barres, deux fois on a dû sortir du bus pour un contrôle. Habitués aux cartes d'identité chinoises le jeune policier ne savait même pas comment ouvrir nos passeports, encore moins les déchiffrer.

Mais j'aime les Chinois, même beaucoup, et chaque fois un peu plus. Comment pourrais-je ne pas l'être étant un Occidental. Comme l'a dit Tom, *«à New York, personne ne me regarde, ici tout le monde me regarde!»* Quand nous logions au Hongkeng Tulou (j'y reviendrai) un car de touristes chinois est arrivé. Toutes des femmes d'âge mûr, eh bien, elles sont toutes venues vers moi, ont demandé si elles

suite à la page(15)

Rachel Corrie, morte sous les chenilles d'un bulldozer israélien*

Par Frantz Latour

Le 16 mars 2003, Rachel Corrie, militante pour la paix de 23 ans, a été tuée par un bulldozer conduit par un soldat de l'armée israélienne.

Rien ne prédestinait Rachel Corrie à devenir un symbole. Née le 10 avril 1979 à Olympia, une petite ville de la côte Ouest des Etats-Unis, la jeune femme grandit dans une famille peu militante. Dans ses écrits personnels, que Katharine Viner a utilisés pour la pièce de théâtre *Mon nom est Rachel Corrie*, l'Américaine raconte avoir commencé à militer pour la paix après le 11-Septembre, avec peu à peu l'envie d'aller voir sur le terrain à quoi ses impôts servaient. Après un stage avec l'ISM, elle part fin janvier 2003 dans la bande de Gaza.

Alors âgée de 23 ans, Rachel Corrie va s'installer à Rafah, une ville de 140 000 habitants dans la bande de Gaza, avec sept autres volontaires américains et britanniques du *Mouvement de solidarité internationale* (ISM), pour jouer les boucliers humains entre la population palestinienne et l'armée israélienne. Depuis le début de la seconde intifada en septembre 2000, les habitants de ce petit territoire palestinien vivent au rythme des incursions de l'armée qui procède à des arrestations, des bombardements et des destructions de maisons en représailles aux attentats-suicides perpétrés sur le sol israélien.

"*Je suis en Palestine depuis deux semaines et une heure, et les mots me manquent encore pour décrire ce que je vois*", raconte Rachel Corrie dans un courriel envoyé le 7 février 2003 à sa famille, qui vit à Olympia, dans l'Etat de Washington, aux Etats-Unis. *"Je ne sais pas si beaucoup d'enfants ici ont jamais vécu sans voir des trous d'obus dans leurs murs et les miradors d'une armée d'occupation les surveillant constamment depuis les proches alentours"*, déplore-t-elle, prenant pour la première fois conscience de l'enfance privilégiée qu'a été la sienne.

Prônant l'action directe et non-violente, les volontaires internationaux de l'ISM sont conscients des risques qu'ils prennent, mais ils se croient protégés par leur passeport étranger et entendent faire bénéficier les Palestiniens de cette protection. "*Personne ne peut imaginer ce qu'il se passe avant de l'avoir vu – et même alors, on a toujours conscience que notre expérience ne reflète pas la réalité : du fait des difficultés auxquelles l'armée israélienne serait confrontée si elle tuait un citoyen américain non-armé ; du fait que j'ai, moi, les moyens d'acheter de l'eau quand l'armée détruit des puits et surtout parce que j'ai la possibilité de partir*", raconte ainsi Rachel Corrie dans le courriel envoyé le 7 février.

Cachant la blondeur de ses cheveux sous un foulard, Rachel Corrie va vivre pendant plusieurs semaines le quotidien des habitants de Rafah, qui l'hébergent et la choient en signe de gratitude. *"J'ai très peur pour les gens ici. Hier, j'ai vu un père emmener ses deux petits-enfants, qui lui tenaient la main, hors de portée des tanks, des snipers, des bulldozers et des jeeps parce qu'il pensait que sa maison allait exploser. Jenny et moi sommes restées dans la maison avec plusieurs autres femmes et deux petits bébés. (...) J'étais terrifiée à l'idée de penser que cet homme trouvait moins risqué de marcher à portée des viseurs des tanks avec ses enfants que de rester chez lui. J'ai vraiment eu peur qu'ils soient tous abattus et j'ai essayé de rester postée entre eux et le tank"*, raconte-t-elle dans un courriel adressé à sa mère, le 27 février.



Rachel Corrie à Rafah en 2003, cachant la blondeur de ses cheveux sous un foulard : « Personne ne peut imaginer ce qui se passe avant de l'avoir vu – et même alors, on a toujours conscience que notre expérience ne reflète pas la réalité : du fait que j'ai, moi, les moyens d'acheter de l'eau quand l'armée détruit des puits et surtout parce que j'ai la possibilité de partir », a-t-elle écrit

Chaque jour, Rachel et les autres volontaires s'interposent ainsi entre la population palestinienne et les tanks, les bulldozers ou les tireurs d'élite de l'armée israélienne. Des images qui la poursuivent la nuit, raconte-t-elle, dans ses cauchemars mais l'adrénaline a toujours raison de sa peur. Dans son dernier courriel, adressé le 28 février 2003 à son père, elle lui dit : *"Ne t'inquiète pas trop pour moi, pour le moment je suis plus inquiète par le fait que nous ne soyons pas très efficaces. Je ne me sens pas particulièrement en danger."*

Le 16 mars 2003, Rachel Corrie essaie avec les autres membres de son organisation d'arrêter pacifiquement la démolition de la maison d'un médecin palestinien par deux bulldozers D9 dans le quartier de Hi Es Salam, à Rafah. *"Rachel se tenait devant la maison d'une famille dont elle était très proche. Depuis trois mois un Européen ou un Américain y dormait chaque nuit, et Rachel y avait elle-même passé plusieurs nuits"*, raconte Dreg Sha, un autre volontaire présent sur les lieux.

Habillée d'un gilet orange fluo et armée d'un haut-parleur, Rachel Corrie bataille pendant deux heures avec les autres volontaires pour tenter d'empêcher l'avancée d'un bulldozer. *"Rachel a tenu tête au bulldozer seule parce qu'elle connaissait cette famille et parce qu'elle pensait que son action était juste. S'approchant de plus en plus de Rachel, le bulldozer a commencé à pousser la terre sous ses pieds. A quatre pattes, elle essayait de rester au sommet de la pile qui ne cessait de monter. A un moment elle s'est retrouvée assez haut, presque sur la pelle. Suffisamment près pour que le conducteur puisse la regarder dans les yeux. Puis elle a commencé à s'enfoncer, avalée dans la terre sous la pelle du bulldozer. Le bulldozer n'a pas ralenti, ne s'est pas arrêté. Il a continué à avancer, pelle au niveau du sol, jusqu'à lui passer sur tout le corps. Alors il s'est mis en marche arrière, la pelle toujours au sol, et lui est repassé dessus"*, poursuit Dreg Sha.

Rachel gisait sur le sol, tordue de douleur et à moitié enterrée. Sa lèvre supérieure déchirée saignait abondamment. Elle ne put que dire 'je me suis cassé le dos'. Après ça elle n'arriva plus à dire son nom ni même à parler. (...) Mais on pouvait voir son état se détériorer rapidement. Des signes indiquant une hémorragie interne à la tête apparurent bientôt. Après environ un quart d'heure des brancardiers sont arrivés et l'ont emmenée à l'hôpital", raconte Dreg Sha.

Rachel Corrie est morte des suites de ses blessures à l'hôpital. 17 ans après, continue le combat des Palestiniens qui n'ont pas oublié leur sœur, leur martyre. Les Palestiniens finiront par vaincre l'oppression et la cruauté de l'État d'Israël. Ce jour-là, il y aura un immense rassemblement pour célébrer Rachel et tous les autres morts pour une noble et juste cause.

Dors heureuse, Rachel, fille aux rêves auréolés de paix pour une humanité piétinée, écrasée par une nation qui ne se souvient plus des camps d'extermination d'Auschwitz, des souffrances et de la cruauté dont ont souffert et sont morts des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs à Dachau, Buchenwald, Leichswitz, Breitenau et autres lieux de bestialitédes Naziz.

Ndlr.

*Texte par Hélène Sallon paru le 28 août 2012 dans *Le Monde*, avec modification et ajouts de **F.L.** Titre original : *Qui était Rachel Corrie, morte sous les chenilles d'un bulldozer israélien* ?

Source additionnelle :
La voix de Rachel Corrie Association France Palestine Solidarité, 9 mars 2007

La mémoire au service des luttes : Castor Osende Afana

Par FUIQP et Alain Saint-Victor



nationalistes. Il décide d'abandonner son prénom Castor ne voulant garder que son prénom africain. En 1952, il est l'un des meneurs de la grève des élèves noirs du lycée qui revendiquent une amélioration de leurs conditions de vie à l'internat. Il se rapproche de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), organisation indépendantiste fondée par Um Nyobé en 1948.

Il se rend ensuite en France, d'abord à Toulouse puis à Paris, pour y mener des études d'économie. Militant de la cellule de l'UPC, il est également animateur de l'UNEK (Union Nationale des Étudiants Kamerunais) section de la FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique noire de France). Il anime le journal de la FEANF et fait partie du Comité d'accueil qui gère les publications de l'UPC en France, notamment « la voix du Kamerun ». Il est surtout responsable de l'organisation des voyages de tous les cadres politiques du mouvement de l'UPC de passage en Europe.

Ayant obtenu brillamment un doctorat d'État en économie, il devient le premier docteur en économie d'Afrique noire. Sa thèse de doctorat sera publiée aux Éditions Maspero sous le tire « l'Économie Ouest-africaine, perspectives et développement». Il y affirme qu'il n'y a pas de véritable indépendance sans indépendance monétaire. Il milite ainsi pour une monnaie africaine qu'il baptise Afrik. Osende Afana y défend également l'idée d'un développement économique autocentré, dans une perspective tiers-mondiste. Il met en garde contre les dangers du néocolonialisme: endettement, bourgeoisies compradores, corruptocratie, structure de dépendance à partir de l'aide au développement, etc.

Au cours des années 1950, il développe une compréhension de plus en plus approfondie des prob-

OSENDÉ
AFANA
L'économie de
l'Ouest-africain
perspectives de développement
économie et socialisme · 4
françois maspero

lèmes du continent: pour lui, la seule solution viable passe par l'élaboration d'un panafricanisme politique, seule possibilité de résister à l'impérialisme et la montée du néocolonialisme. Il écrit à ce sujet: À l'échelle de l'Afrique, une des caractéristiques dominantes du mouvement anti-impérialiste est le courant unitaire qui soulève les masses populaires. À côté des conférences panafricaines des peuples, des paysans, des femmes, des jeunes, des étudiants ... , à côté des organisations permanentes issues de ces rencontres populaires ou gouvernementales, s'ébauchent de plus en plus des regroupements régionaux...

Mais cette unité est possible que par la lutte contre le néocolonialisme dans chaque pays.

En 1963, il décide alors de rentrer au Cameroun pour participer à la lutte de son peuple. Il est chargé du deuxième front de guérilla, celui de l'Est du pays. Il est arrêté après une trahison, le 15 mars 1966. Il est immédiatement assassiné et décapité par l'armée néocoloniale camerounaise et ses parrains français. Il n'avait que 36 ans.

Plus de quarante ans après, les autorités camerounaises classent toujours comme « secret -défense » les informations sur les circonstances de cet assassinat.

Ce sont de tels hommes qui ont libéré l'Afrique du colonialisme. La lutte contre le néocolonialisme est maintenant à l'ordre du jour.

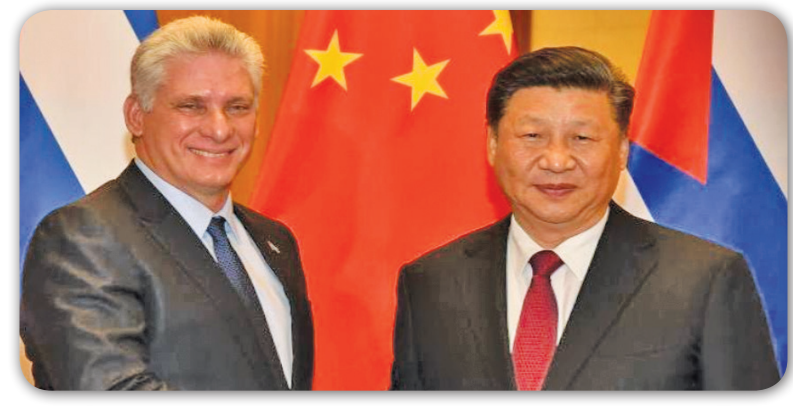
Repose en paix frère et camarade.

**Texte : FUIQP et
Alain Saint-Victor**

Le monde après la pandémie

Par Thierry Meyssan

Les réactions politiques à la pandémie de Covid-19 laissent apparaître d'étonnantes faiblesses des démocraties occidentales : des préjugés et de l'ignorance. Au contraire, la Chine et Cuba apparaissent plus capables d'affronter le futur.



Les présidents Diaz-Canel de Cuba et Xi Jinping de la Chine en novembre 2018. Cuba a installé le laboratoire de ChangHeber à Jilin qui produit l'un des médicaments utilisé avec succès contre le Covid-19. Les deux « dictateurs communistes » sont parvenus à mieux protéger leurs concitoyens que les « démocrates libéraux »

La brusque fermeture généralisée des frontières et, dans de nombreux pays, des écoles, des universités, des entreprises et des services publics ainsi que l'interdiction des rassemblements modifient profondément les sociétés. Elles ne seront plus dans quelques mois ce qu'elles ont été avant la pandémie.

Avant toute chose, cette réalité modifie notre conception de la Liberté ; un concept autour duquel les États-Unis se sont fondés. Selon leur interprétation —qu'ils sont les seuls à soutenir— celle-ci ne saurait connaître de limite. Tous les autres États au monde admettent au contraire qu'il n'y a pas de Liberté sans Responsabilité ; par conséquents ils affirment qu'on ne peut exercer de liberté sans en définir les limites. Aujourd'hui, la culture US exerce une influence déterminante un peu partout dans le monde. Elle vient d'être contredite par la pandémie.

Plus de société totalement ouverte

Pour le philosophe Karl Popper, la liberté dans une société se mesure à son ouverture. Il irait de soi que la libre-circulation des hommes, des marchandises et des capitaux est la caractéristique de la modernité. Cette manière de voir a prévalu lors de la crise des réfugiés de 2015. Bien sûr, certains ont souligné depuis longtemps que ce discours permet aux spéculateurs comme George Soros d'exploiter les travailleurs dans les pays les plus pauvres. Il prône la disparition des frontières et donc des États dès à présent au profit d'un gouvernement supranational global à venir.

La lutte contre la pandémie nous a soudain rappelé que les États sont là pour protéger leurs ressortissants. Dans le monde post-Covid-19, les « ONG sans frontières » devraient donc progressivement disparaître et les partisans du libéralisme politique devraient se souvenir que sans État, « L'homme n'est qu'un loup pour l'homme », selon la formule de Thomas Hobbes. Il s'en suivra par exemple que le Tribunal pénal international apparaîtra comme une absurdité au regard du Droit international.

Le revirement à 180 degrés du président Emmanuel Macron illustre cette prise de conscience. Il y a peu encore, il dénonçait la « lèpre nationaliste » qu'il associait aux « affres du populisme », aujourd'hui il glorifie la Nation, seul cadre légitime de mobilisation collective.

Intérêt général

La notion d'Intérêt général, que la culture anglo-saxonne conteste depuis l'expérience traumatisante d'Oliver Cromwell, est indispensable pour se protéger d'une pandémie.

Au Royaume-Uni, le Premier ministre Boris Johnson, peine à décréter des mesures autoritaires pour un impératif sanitaire, son peuple n'admettant cette forme d'autorité qu'en cas de guerre. Aux États-Unis, le président fédéral, Donald Trump, n'a pas le pouvoir de décréter le confinement de la population sur tout son territoire, cette question étant de la stricte compétence des États fédérés. Il est obligé de tordre les textes, dont le fameux Stafford Disaster Relief and Emergency Assistance Act.

Plus de liberté infinie de l'entreprenariat

Au plan économique, il ne sera plus possible de suivre la théorie d'Adam Smith, « Laisser-faire, laisser-aller » après avoir fermé autoritairement toutes sortes d'entreprises, des restaurants aux stades de football. Nous devrons admettre des limites à la sacro-sainte libre-entreprise.

La lutte contre la pandémie nous a rappelé que l'Intérêt général peut justifier la remise en cause de n'importe quelle activité humaine.

Dysfonctionnements

Nous percevons également à l'occasion de cette crise les dysfonctionnements de nos sociétés. Par exemple, le monde entier est conscient que la pandémie a d'abord été vécue en Chine, mais que ce pays l'a maîtrisée et qu'il a levé les mesures autoritaires qu'il avait prises au début. Pourtant, rares sont ceux qui savent comment les Chinois ont vaincu le Covid-19.

La presse internationale a ignoré les remerciements du président Xi Jinping à son homologue cubain, Miguel Díaz-Canel, le 28 février dernier. Elle n'a donc pas évoqué le rôle de l'Interféron Alfa 2B (IFNrec). Elle a par contre évoqué l'usage du phosphate de chloroquine que l'on utilise déjà contre le paludisme. Rien non plus sur l'état des recherches en matière de vaccin. La Chine devrait être en mesure d'effectuer les premiers essais sur l'homme fin avril, le laboratoire de l'Institut de recherche sur les vaccins et les sérums de Saint-Pétersbourg a déjà mis au point cinq prototypes de vaccin.

Ces oublis s'expliquent par le nombrilisme des grandes agences de presse. Alors que nous croyons vivre dans un « village planétaire » (Marshall McLuhan), nous ne sommes informés que du seul microcosme occidental.

Cette méconnaissance est exploitée par de grands laboratoires occidentaux qui se livrent une concurrence effrénée en matière de vaccin et de médicament. Tout se passe comme dans les années 80. À l'époque une épidémie de « pneumonie des gays », identifiée en 1983 comme étant le Sida, provoquait une hécatombe dans les milieux homosexuels de San Francisco et de New York. Lorsqu'elle apparut en Europe, le Premier ministre français Laurent Fabius retarda l'usage du test de dépistage US de manière à ce que l'Institut Pasteur ait le temps de mettre au point son propre système et de le breveter. Cette affaire de gros sous provoqua des milliers de morts supplémentaires.

La géopolitique après la pandémie

L'épidémie d'hystérie qui accompagne celle du Covid-19 masque l'actualité politique. Lorsque la crise sera terminée et que les peuples retrouveront leur esprit, le monde sera peut-être bien différent. La semaine dernière nous évoquions la menace existentielle que le Pentagone faisait planer sur l'Arabie saoudite et la Turquie, tous deux destinés à disparaître [1]. La réponse de l'un et de l'autre était de menacer les États-Unis des pires calamités —l'effondrement de l'industrie du pétrole de schiste pour le premier, une guerre avec la Russie pour le second— ; deux paris très risqués. Ces menaces sont si lourdes qu'elles doivent trouver rapidement une réponse et n'attendront probablement pas trois mois.

Thierry Meyssan

Note

[1] « Quelle cible après la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 mars 2020.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie)

Les États-Unis dans l'œil du cyclone

Par Rafael Poch de Feliu

Pour contenir la pandémie, l'économie doit être tuée. Cela inclut des opportunités.

Vendredi [dernier], l'OMS a déclaré que l'épicentre de la pandémie n'était plus la Chine, mais l'Europe, mais bientôt la situation la plus critique pourrait être aux États-Unis. Que les États-Unis soient dans l'œil de l'ouragan semble pulvériser la thèse, lancée dès février par le centre anti-impérialiste Global Research, selon laquelle l'origine de la pandémie était aux États-Unis et que son gouvernement l'a utilisée « pour mettre l'économie chinoise à genoux ».

L'ayatollah Khamenei, le chef suprême de l'Iran, a suivi ce sillage, affirmant que la pandémie pourrait être une « attaque biologique » contre la Chine et l'Iran, mais à la lumière des dommages attendus aux États-Unis ce dont il s'agirait, serait plutôt un grand amateurisme et une énorme stupidité.

Ce n'est pas que la pandémie a mis « l'économie chinoise à genoux », mais « l'économie » en général. Et pas seulement parce que la première implique la seconde (étant donné la taille et le rôle mondial de l'économie chinoise), mais pour la simple raison que la seule façon de contrôler l'épidémie est précisément de tuer l'économie.

C'est quelque chose que les habituels analystes et stratèges de marché disent déjà. La pandémie ne sera probablement contenue qu'en juin, si tout se passe bien. L'Europe, disent-ils, sera en récession au premier et au deuxième trimestre. L'Italie, sûrement tout au long de l'année 2020, comme l'Allemagne, dont le puissant vecteur d'exportation se révèle désormais être le talon d'Achille. La France, en revanche, quelle que soit la situation, pourrait être un peu moins endommagée du fait de la plus grande diversification de son économie. Quant aux Etats-Unis, ils connaîtront sûrement une récession au deuxième trimestre et leur taux de « croissance » baissera à 1% ... Tout cela ne sont que des détails à côté des éventuelles répercussions sur les marchés financiers.

Comme Thomas Piketty l'avait prévenu bien avant la pandémie, la situation financière est plus critique aujourd'hui qu'en 2007, à la veille de l'effondrement. Les bulles spéculatives ont gonflé, la structure financière mondiale est encore plus dégradée et plus instable qu'elle ne l'était alors. Comme l'explique Nomi Prins, après la crise de 2008, la politique de l'argent bon marché et y compris à taux d' intérêt négatif des banques centrales les a transformées en une sorte de guichet automatique pour le système bancaire mondial et les marchés financiers, ce qui a fait croitre les bulles spéculatives. Une grande partie de cet argent bon marché des banques centrales et de leurs bénéfices est allée aux 1% plus riches. « Comme le Dr Frankestein, l'expérience a produit un monstre et a encore accru les inégalités ».

Les sommes d'argent adoptées dans l'Union européenne pour empêcher de nouvelles faillites sont manifestement insuffisantes. Et ce qui est pire : le recours à une nouvelle expropriation des classes moyennes et inférieures en faveur des super-riches, basée sur des coupes budgétaires et la reconversion de la dette privée en dette publique, sera une invitation à une révolte sociale, car un second vol sera difficilement p compris. Bien sûr, tout dépend de la durée de la paralysie de la pandémie, de cette « mort de l'économie », mais tout indique que des conditions extraordinaires seront ouvertes pour une refonte générale de cette « économie », de notre mode de vie. Si pour une fois le facteur humain – la santé publique- passe avant le bénéfice, pourquoi ne pas continuer sur cette voie et, par ailleurs, résoudre, par exemple, la crise climatique ?



Bernie Sanders

« Les urgences sanitaires obligent les pays à annuler les règles sacrées du capitalisme et à prendre des mesures très puissantes sans attendre un consensus international. À l'heure actuelle, les gouvernements approuvent des mesures unilatérales sans attendre le reste. S'ils ont le choix entre le commerce ou la protection de la population, ils choisissent cette dernière, et c'est quelque chose qui ne s'est pas produit avec la crise climatique », observe Javier Andaluz dans un article éclairant d'Alejandro Tena publié par Público.es : « La crise climatique : Une autre grande pandémie mais sans mesures urgentes » [La crisis climática : otra gran pandemia, pero sin medidas urgentes].

Retournons aux Etats-Unis. Bernie Sanders a déclaré lundi que l'impact de la pandémie dans son pays, en nombre de morts, « sera à l'échelle d'une grande guerre ». « Personne ne sait combien de morts nous aurons mais ils pourraient égaler ou dépasser les victimes étasuniennes que nous avons eues pendant la Seconde Guerre mondiale ». Il s'agit d'une prévision soutenue par des scientifiques tels que le directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, Anthony Fauci. Si Trump, qui a déjà déclaré se réserver tous les débats de la Maison Blanche sur la pandémie, ne parvient pas à comprendre cela, la crise doit être remise entre les mains d'« une autorité experte capable de se laisser guider par des recommandations scientifiques et sur les faits », explique Sanders. La réélection de Trump est-elle en danger ? Pourrait-on voir s'ouvrir un momentum Roosevelt-New Deal dans la société étasunienne ?

À partir d'aujourd'hui, Sanders sera le principal porte drapeau du système universel de santé dans le pays. La pandémie, compte tenu de son absence en fait non seulement une question de justice, mais aussi de sécurité nationale. Dans un pays où, comme cela a été révélé en 2017, trois personnes (Bill Gates, Jeff Bezos et Warren Buffett) sont plus riches que le total de la moitié de la population la plus défavorisée du pays (160 millions), les 38 millions des citoyens vivant en dessous du seuil de pauvreté, les 15 millions de ménages souffrant d'insécurité alimentaire et les plus d'un demi-million de sans-abri, s'ajouteront désormais aux difficultés de la pandémie, dont les effets seront différents pour les riches et pour les pauvres. La prise en considération est valable à l'échelle mondiale pour tous les pauvres du monde, c'est pourquoi, au milieu de ses drames, la pandémie contient également une invitation à repenser la solidarité et à réduire les inégalités entre secteurs sociaux et territoires.

Le réchauffement, les inégalités et la prolifération militariste des moyens de destruction massive sont les trois défis du siècle que l'humanité a devant elle. Le message est là, comme une opportunité au sein de la pandémie, au cas où nous voudrions la prendre en charge. Dans les prochains mois, si les États-Unis entrent dans l'œil de l'ouragan, cela pourrait devenir le meilleur terrain d'essai.

Rafael Poch de Feliu.
Catalunya, 17 mars 2020
Traduit de l'espagnol pour El Correo de la Diaspora par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo de la Diaspora.
Paris le 17 mars 2020

Suite de la page (12)

pouvaient prendre une photo avec moi, et une par une, elles ont posé à côté de moi. Mes mâchoires étaient fatiguées de sourire – non seulement pour la photo, mais pour cette situation divertissante.

Et tant de cas où ils ont été utiles et accueillants, comme à Wuyuan lorsque nous avons été déposés à un grand carrefour, au milieu d'une autre grande ville. Après avoir été vu le prix de 700 yuans (plus de 100 euros) au Boyue Huizhou Resort Hotel, un hôtel d'affaires, j'ai demandé à un taximan un endroit moins cher. Ne parlant pas anglais il a interpelé une femme qui passait avec deux adolescentes, toutes souriantes. Elles se sont empressées de tapoter sur leurs téléphones portables à la recherche d'hôtels moyens dans la région où nous étions, en ont trouvé un, les ont appelés, ont obtenu un prix (un cinquième de l'autre), puis nous ont emmenés là, pas très loin, et nous ont escortés jusqu'à notre chambre.

Dans un autre patelin, Chen Youlan, la jeune femme dirigeant la librairie Xinhua, nous a fait asseoir et nous a apporté du thé avec des arachides bouillies, très savoureuses. Nous étions les seuls clients, pourtant, c'est une société paraétatique, avec ... 14 000 magasins, dont un dans le Queens à New York, et un gratte-ciel (la ville du livre de Jiefangbei) à Chongqing, une autre grande ville (5 millions d'habitants) que nous avons traversée à proximité après le fleuve Yangtze. Le logo composé de quatre lettres chinoises «Xin hua Shu dian» (New China Book Store) a été réalisé au pinceau en 1948 par Mao ...

Et je n'oublierai pas nos deux anges gardiens à Wushan sur le fleuve Yangtze. Rencontrés à notre descente de bus de Yichangdong, ils nous ont emmenés avec nos lourds bagages sur leurs motos-taxi, parés de leurs casques noirs. C'était le soir et il n'y avait pas d'hôtel en vue, seulement des bâtiments et des magasins, tous fermés. Nous avons dévalé vers le bas de cette ville construite sur le flanc raide d'une montagne. Le premier hôtel était un 7 Days Inn au 3ème étage d'un grand immeuble (c'est souvent le système en Chine, un étage de bâtiment entier converti en hôtel). Mais ils ont refusé de nous loger. Naturellement personne ne parlait un mot d'anglais mais nous avons compris qu'ils n'avaient pas de permis pour accueillir des étrangers, du moins des personnes sans carte d'identité chinoise.

Nous sommes remontés sur les motos, et cette fois ils nous ont emmenés dans un endroit vraiment luxueux au bord du fleuve Yangtze, l'hôtel Maple. Très détendus, les deux sont entrés avec leurs casques sur la tête dans l'endroit le plus chic de la ville, et se sont assis dans des fauteuils pendant que je marchandais avec la réceptionniste, un peu décontenancée, n'étant pas habituée aux motos-taxis mais aux limousines, ni aux bagages sur un chariot. Trop cher. Le troisième hôtel était le bon. Et à nouveau le duo a attendu que nous ayons fini l'enregistrement. Ils ont hésité à prendre un pourboire, et ont exigé très peu pour cette longue course. Je devrais mentionner ici que nous n'avons jamais été roulés en Chine, même pas par des chauffeurs de taxi dans des régions isolées.

La chambre avait de grandes fenêtres sur la rivière Daning qui se jette un peu plus loin dans le Yangtze, dont nous pouvions voir le pont illuminé. A l'intérieur nous regardions le petit écran de la télé avec un programme sur ... les chauves-souris où nous avons appris qu'elles sauvent la tequila mexicaine en mangeant l'insecte qui détruit l'agave. C'était un documentaire BBC Earth de 2014 de David Attenborough, pendant lequel nous sirotions de la bière au nom inconnu puisque tout était en chinois, et grignotions des "Chongqing Strange-Taste Horsebeans", en anglais sur l'emballage.

La télévision d'État CCTV, maintenant CGTN (China Global TV Network), présente des programmes intéressants en anglais. Nous nous sommes rapidement familiarisés avec deux de leurs speakerines, Tian Wei du programme World Insight avec ses bajoues, et Liu Xin interviewant un colonel dans un anglais impeccable. Ils étaient dans un pays africain, la zone conflictuelle du Darfour au Soudan, la première fois que les casques bleus chinois envoyaient un hélicoptère militaire à l'étranger. Ils se lancent des fleurs dans ces programmes mais c'est élégamment présenté. Puis elle a montré une fusillade à Vegas, un bon reportage avec des journalistes et des interviews, disant que le problème en «Amérique» est récurrent et toujours le même: absence de contrôle des armes. Ils ont également brièvement parlé de l'accord nucléaire iranien et des 461 millions de touristes intérieurs chinois.

Selon les nouvelles en anglais du People's Daily, *«La Chine est devenue la plus grande source de personnel de maintien de la paix parmi les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et le deuxième contributeur au budget des opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis qu'elle participe aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en 1990»*.

CCTV avait bien sûr un grand programme sur le colloque quinquennal du Parti communiste, mettant l'accent sur le bon travail qu'il fait pour l'environnement, pour la démocratie, et répétant qu'il s'agit du socialisme avec des caractéristiques chinoises. Il énumérait également ses réalisations: il y avait 50 millions de classes moyennes quand le parti a introduit la propriété privée en 1997. En 2017, ils étaient 200 millions, chiffre qui devait monter à 400 millions cette année. En 1997 il y avait une ligne de train express, en 2017 il y en avait 30, tandis que la Chine a rejoint l'Organisation mondiale du commerce en 2001.

Parlant toujours dans un anglais parfait Liu Xin a interviewé l'Etatsunien Joel Rubin, ancien sous-secrétaire d'État adjoint et actuellement professeur auxiliaire à l'Université Carnegie Mellon ainsi que commentateur régulier de la politique étrangère des États-Unis, et le Britannique Martin Jacques de l'Université de Cambridge, ancien rédacteur en chef de Marxism Today, et auteur de «Quand la Chine gouvernera le monde», où il soutient qu'au 21e siècle, «l'Occident ne sera plus dominant et il y aura de nombreuses façons d'être moderne. Dans cette nouvelle ère de 'modernité contestée', l'acteur central sera la Chine", qui, ajoute-t-il, «n'est pas un État-nation conventionnel mais un 'État-civilisation'».

Cela a été suivi d'un programme d'affaires sur Alex Xu, un expatrié chinois marié à une Etatsunienne qui est rentré chez lui à Shanghai pour lancer le restaurant haut de gamme *Baoism* où le petit pain cuit à la vapeur - l'humble baozi - *"est élevé au-dessus de son rôle de base du petit-déjeuner, notamment dans les restaurants à la page»*, et sur deux femmes, Lynn Lu et la "Millennial Entrepreneur" Tiffany Yu, qui ont lancé la société créatrice des sacs *Heirloom, «incorporant un travail de treillis traditionnel chinois subtilement cousu avec une finition trapunto, créant une juxtaposition parfaite de style et d'élégance "*...

Les produits de luxe doivent être uniques, les goûts chinois deviennent de plus en plus sophistiqués. Il a fallu deux décennies au Japon après la Seconde Guerre mondiale pour développer son goût du luxe et le réaliser, la Chine le fait en quelques années.

Tout comme les Français, les Britanniques, les Russes et les Arabes, les Chinois utilisent désormais pleinement le "soft power", soit l'aspect culturel. Ces programmes TV chinois sont diffusés dans pas moins de 140 pays et en 65 langues. En parallèle, il y a 525 Instituts Confucius dans le monde disséminant la culture et la langue chinoises, contre 86 Institutos Cervantes (Espagne) dans 45 pays, 159 Goethe Instituts (Allemagne) dans 50 pays (le premier ouvert à Athènes en 1952 ...), et 850 Alliances Françaises dans 137 pays. Bien que les Chinois aient commencé tard (à Séoul en 2004), ils ont rattrapé et dépassé tous les autres avec leur rythme infernal habituel, et avec l'objectif de disposer prochainement de 1000 instituts.

Au-delà des actualités, parfois la chaîne de télévision officielle met en scène les aveux de fonctionnaires, journalistes ou hommes d'affaires accusés de corruption. Les critiques disent que ces gens ont simplement critiqué le système qui veut alors décourager une telle pratique. Et que c'est de toute façon humiliant, comme pendant la révolution culturelle quand des fonctionnaires tombés défilaient dans les rues avec une pancarte et la tête rasée.

Il faut tempérer, la punition par humiliation publique a toujours fait partie des cultures chinoise et même des autres.« Ces pratiques d'aveux publics ont existé très longtemps chez les chrétiens. La spécificité chinoise tient au fait que la confession ne s'effectue pas devant Dieu, mais devant un pouvoir laïque ». Comme avec le voile des femmes ou les guerres de religion que les Occidentaux critiquent tant et désignent les musulmans du doigt, les mêmes pratiques existaient jusqu'à très récemment en Occident, notamment la boucherie en Yougoslavie - au cœur de l'Europe - dans les années 1990.

(A suivre)

Suite de la page (9)

the future. Instead, they focused on themselves and themselves only. Washington, for example, has reportedly offered German scientists working on a coronavirus vaccine a lot of money to give the U.S. exclusive access to their work.

Pandemics do not materialize in isolation. They are part and parcel of capitalism and colonization. The countries that struggled to contain and control major epidemics in the recent past, from Haiti to Sierra Leone, had deficient public health systems prior to these crises, partially as a result of their colonial histories. Moreover, products of capitalism – from war to migration to mass production and increased travel – contribute massively to the proliferation of diseases.

In the world that we live in, where capitalism and the remnants of colonialism fuel wars, unprecedented migration waves, public health crises, and an increasing dependency on international and intercontinental travel, epidemics are inevitable. And, as the COVID-19 outbreak makes crystal clear, no countries, including the members of the Global North, are immune to these outbreaks.

The global community, however, can successfully counter these epidemics if it employs a holistic health policy. To defeat COVID-19, and other pandemics to come, world powers need to learn to act as one. To ensure global health, the global pharmaceutical industry should work to make essential drugs and vaccines affordable to everyone, everywhere. This could start with making any future COVID-19 vaccine free to everyone. Such a move towards solidarity can even reinvigorate the demands for a truly universal healthcare system, where access to healthcare is an indisputable human right for everyone, everywhere.

But to achieve this, the Global North first needs to take responsibility for the public health crises created by the world order from which it benefits and stop viewing epidemics in the Global South, like the cholera outbreak in Haiti, as tragedies of "others." Once the elites of the world recognize the Global South is not the source but the frequent victim of outbreaks aggravated by capitalism, then we can start building a global health system that could defeat pandemics like COVID-19.

Edna Bonhomme earned her PhD in History from Princeton University in 2017. She is a Postdoctoral Fellow at the Max Planck Institute for the History of Science and currently lives in Berlin, Germany. The original version of this article was published by Al-Jazeera English.

Suite de la page (7)

d'une *magnitude de 9,3* au large de l'île indonésienne de *Sumatra*, provoquant un puissant tsunami avec des vagues qui atteignaient plus de *30 m de hauteur* à certains endroits, avait enlevé la vie à *250.000 personnes*. Après plusieurs années, les habitants de *Fukushima Daiichi* trainent encore les séquelles de l'*accident nucléaire* qui a ébranlé le *Japon* et ses voisins immédiats. La terre entière retenait son souffle. En *janvier 2010*, environ *300 000 Haïtiens* ont péri dans les décombres des maisons écrabouillées par un séisme terriblement destructeur. Des années auparavant, le *cyclone Jeanne* dévastait la ville des *Gonaïves*. Les inondations et les coulées de boue entraînaient plus de *3 000 personnes* dans la mort. De toutes les régions touchées, soit les *Iles Vierges*, *Porto-Rico*, *République Dominicaine*, *Bahamas*, etc., Haïti enregistrait les dégâts les plus lourds. La débâcle économique et financière fut colossale. Les séquelles de la destruction demeurent encore palpables. L'État n'a rien fait pour remédier à ces désastres récurrents. Les mêmes causes produisent les mêmes effets depuis des dizaines d'années. Et comme toujours, c'est vers la communauté internationale, vers ses bourreaux surtout, que cette Haïti moribonde, insouciante, écervelée, aliénée, enfoncée jusqu'au cou dans le sable mouvant de la bêtise, tend les bras pour implorer la *pitié*, pour demander la *charité* et pour chercher le *salut*. Alors que des peuples progressistes, indulgents, tolérants, compatissants sont disposés à l'accompagner, à l'assister respectueusement. En matière de gestion des risques et des désastres naturels, l'État haïtien n'affiche-t-il pas toujours une *irresponsabilité* et une *incompétence criminelles*?

Le pays entier est à genoux. Hurle sous la poussée grandissante de ses *douleurs*. Mais les « *secouristes* » n'arrivent toujours pas. La République d'Haïti est-elle définitivement abandonnée à la *malignité* et à la *cruauté* de *Junon*? Arrivera-t-elle à trouver un *Mercure* capable de l'aider, comme *Hercule*, à vaincre *Cerbère*, le *chien monstrueux à trois têtes*, gardien de l'entrée des *Enfers*?

Haïti, comme dans le roman de John Steinbeck

Pour avoir grandi dans la jungle broussailleuse de la dictature duvaliérienne, notre vie demeure aussi tourmentée que celle de François-René de Chateaubriand qui naquit le soir où une violente tempête préhivernale saccagea Saint-Malo. Les biographes y voient dans l'avènement un *signe de prémonition néfaste*. Effectivement, l'auteur de *Le Génie du Christianisme*, *Mémoires d'outre-tombe, René ou les effets des passions* a roulé sa bosse entre la *gloire* et la *déchéance*. Entre la *réussite* et l'*échec*. Entre les *rires* et les *pleurs*. Entre l'*amour* et la *haine*. Entre *ici* et *ailleurs*… L'existence du peuple haïtien semble suivre une trajectoire similaire. Tous les ouvrages écrits sur la *tragédie nationale* recèlent des substantifs qui évoquent un théâtre angoissant de « *misères* ». Qui découvrent un bassin profond de « *malheurs* ». Et qui décrivent une situation troublante d' « *exodes* ». Les descendants des esclaves africains auraient-ils hérité de la « *Création* » les persécutions inventées par Eurysthée pour éprouver Héraclès? Beaucoup de compatriotes sont fatigués d'attendre des nouvelles d'espoir qui n'arrivent toujours pas. Haïti fait penser au personnage de *Lennie* dans l'œuvre romanesque de John Steinbeck, *Des souris et des hommes,* publiée en 1937, adaptée au cinéma en 1984 par Horton Foote et réalisée par Gary Sinise. Cet homme, qui pourtant rassemblait une force physique extraordinaire, avait perdu le sens de l'*observation* et de l'*orientation*. Il lui fallait l'assistance, le soutien incessant, continu de son fidèle ami *George*. Le pauvre *Lennie* détruisait tout ce qui lui passait sous les doigts : *souris*, *chien*, *homme* ou *femme*. Ses mains puissantes ne savaient pas *caresser*, mais *étrangler*. Et son *protecteur* calme et patient sera obligé de le tuer d'une balle dans la tête, – *comme Carlson abattit le chien presque impotent du vieux Candy* –, après que l'écervelé eut assassiné sans en être conscient la femme du fils du propriétaire du ranch où les deux compères avaient finalement trouvé du travail. Le cerveau handicapé de Lennie causa sa mort brutale. Incapable de réfléchir, il lui était difficile de distinguer le « *bien* » du « *mal* ».

La République d'Haïti réunit en elle-même toutes les *contradictions psychopathologiques* relevées dans la vie du personnage *steinbeckien*. Jean-Jacques Dessalines, assassiné lâchement, n'eut pas le temps de tracer un plan d'avenir pour l'État qu'il créa grâce à la sacrificialité de la loyauté obtenue de ses *camarades de guerre*. Nous sommes une *Nation* en dérive. Des « *handicapés intellectuels* ». Abandonnés aux *aléas de l'assistance étrangère*. Chaque *Haïtien* est un « *Lennie* » entre les mains des « *George* » qui représentent les États-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne… N'oublions surtout pas que ces puissances sont aussi des « *Carlson* » qui se sont attribué le *rôle* et le *pouvoir* de décimer les populations qu'elles traitent comme des *chiens galeux*, sous prétexte que celles-là sont devenues avec le temps une charge excessive pour la *haute finance internationale*. Le *vieux Candy* avait déjà prévu que bientôt, devenu faible et inutile, le patron allait le mettre à la porte, le jeter à la rue après avoir exploité sa *jeunesse* et son *énergie*. Le *système capitaliste* lui réservait donc le sort de son chien, son fidèle compagnon de *lutte* contre la *misère*, l'*insécurité sociale et économique*. Candy savait ce qui l'attendait : « *Vous avez vu ce qu'ils ont fait à mon chien, ce soir? Ils disaient qu'il n'était bon pour personne même pas pour lui-même. Quand on m'foutra dehors, je voudrais que quelqu'un m'envoie un coup de fusil. Mais ils ne feront point ça. Je n'aurai nulle part où aller, et j'pourrai plus trouver du travail…* [3]»

S'organiser et lutter pour ne pas disparaître

Napoléon Bonaparte pilla les richesses matérielles et artistiques de l'*Italie* pour enrichir la *France*, disions-nous dans le quatrième volet de la série, publié la semaine dernière. Les Espagnols détruisirent la *civilisation des Incas*, volèrent et expatrièrent leurs trésors. Les *Palestiniens* sont « *misérabilisés* » sur leurs terres par *Israël* et ses *alliés occidentaux*. La population haïtienne pourrait bien hériter le sort des *Indiens d'Amérique*, des *Palestiniens*, des *Kurdes*, des *Québécois*, etc., reconnus comme des *peuples sans État*. C'est vers cette voie escarpée que les pays hégémoniques entraînent nos compatriotes. Le bateau est sur le point de couler. Et la coque, si rien n'est fait, disparaîtra bientôt dans les profondeurs abyssales de la mer. Les voyageurs en détresse restent agrippés aux épaves flottantes? Mais pour combien de temps? Les derniers cris des naufragés de la corruption, du népotisme, de la kleptomanie, du kidnapping, de l'assassinat politique… parviennent déjà à nos oreilles. Bientôt, si la situation dégénérescente perdure, il n'y aura plus rien! Sinon que la montée de la frayeur du *silence cadavérique* ! Haïti, – *il faut être réaliste, lucide, méthodique* –, se rapproche tous les jours de la frontière de l'*inexistence*. Comme le prédisent et le veulent les néocolons. Nous reprenons cette réflexion de l'écrivain, reporter, aviateur français, Antoine de Saint-Exupéry, disparu en vol au large de Marseille le 31 juillet 1944, pendant la deuxième guerre mondiale : « *Dans la vie il n'y a pas de solutions; il y a des forces en marche : il faut les créer et les solutions suivent.* » Les *manifestations de rue*, les *émeutes populaires* n'arrivent pas à renverser le ***règne des charognards***. Les *poussées insurrectionnelles* se heurtent contre une répression impériale virile et sanglante, soutenue par les forces de l'occupation de l'*Organisation des Nations unies*. Le mercenariat criminel au service de certaines ambassades étrangères, des autorités gouvernementales et parlementaires continuent d'assassiner les gens du peuple qui revendiquent la « *vie* » plutôt que l' « *existence* ». Depuis l'invention de Richard Jordan Gatlin en 1861, la « ***mitrailleuse*** », les *trompettes de Jéricho* ont perdu leur *pouvoir de destruction*. La terre n'est plus à l'époque des *pierres*, des *arcs*, des *flèches*, des *glaives* et des *catapultes*. Aujourd'hui, les *boucliers du roi Salomon* ne possèdent plus leurs *effets spiritualo-mystiques*. Ils ne peuvent plus être utilisés contre les « *Adonias* » et les « *Joab* » antinationaux, les vassaux qui ont trahi leur nation et qui se sont alliés aux « *Égyptiens* » de l'*ère néolibérale*.

Outre la finesse de l'esprit, le raffinement de l'intelligence, le combat que mène le peuple haïtien, exige une longue période de *préparation théorique*, d'*organisation technique* et d'*aménagement logistique*.

Il s'agit presque d'un vœu pieu de penser que le paysage de la République d'Haïti redeviendra facilement celui qu'il fut avant l'*occupation américaine de 1915*. Même avec l'éclosion d'une « *Révolution* », cela prendra du temps. L'histoire du *déclin économique des pays du Sud* est complexe. Difficile à comprendre et à cerner par des *néophytes*,– **comme les charognards de la présidence haïtienne** –, qui n'ont lu ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Stiglitz, ni Garaudy, ni Weber, ni Taylor, ni Durkheim, ni Revel… ni les autres.

Alvin Toffler nous apprend : « *Durant les trois derniers siècles au moins, le terrain par excellence du combat politique dans les pays industrialisés a été celui de la distribution de la richesse, en termes de « Qui reçoit Quoi? »; et c'est à partir de cette question fondamentale que se sont définies des explosions telles que droite ou gauche, capitalisme ou socialisme… Dans la lutte pour le pouvoir à l'échelle mondiale, telle qu'elle se déroulera bientôt au sein de toutes les institutions humaines, la maîtrise du savoir sera l'élément décisif* [4].»

Sur le *plan idéologique*, l'État haïtien, tel qu'il est humainement configuré et traditionnellement constitué, n'est pas outillé pour surmonter les *obstacles politiques* et *économiques* et passer au travers des *problèmes sociaux* qui se dressent devant lui. L'ère de la mondialisation sonne depuis quelque temps le glas de la République d'Haïti. Mais que faut-il vraiment faire pour éviter que le pays ne meure comme le « *pauvre chien* » moribond du vieux berger « *Candy* » ?

Salutaris Carthaginem! (Il faut sauver Carthage!)

Robert Lodimus

Notes et Références

[1] Arès, mythologie grecque, dieu de la guerre, de la destruction, de la violence sanglante…

[2] Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski, l'un des plus grands écrivains russes, né à Moscou le 30 octobre 1821, décédé à Saint-Pétersbourg le 28 janvier 1881.

[3] John Steinbeck, *Des souris et des hommes,* roman, Éditions Gallimard, 1937, prix Nobel de littérature, adaptée au cinéma en 1984 par Horton Foote et réalisée par Gary Sinise

[4] Alvin Toffler, *Les nouveaux pouvoirs : savoir, richesse et violence à la veille du XXIe siècle,* p.39.

Cuba va accueillir un paquebot britannique avec 5 malades du coronavirus...



Le navire de croisière MS Braemar, de la compagnie Fred Olsen

Le gouvernement cubain a annoncé lundi qu'il allait accueillir un paquebot de croisière britannique avec cinq passagers positifs au coronavirus à bord et une quarantaine de personnes à l'isolement, équipage et touristes devant ensuite être rapatriés au Royaume-Uni.

Ces derniers jours, le bateau, avec 1.063 personnes à bord (682 passagers et 381 membres d'équipage), s'était vu refuser l'escale aux Barbades et aux Bahamas. "*Après demande du gouvernement britannique, Cuba a autorisé l'accostage dans le pays du bateau de croisière MS Braemar, avec un petit nombre de passagers diagnostiqués au Covid-19"*, a indiqué le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodriguez sur Twitter.

« *Nous adopterons les mesures sanitaires établies dans les protocoles de l'OMS (Organisation mondiale de la santé, ndlr) et du ministère cubain de la Santé pour recevoir les passagers et l'équipage* », a-t-il ajouté, précisant que « *conjointement avec les autorités britanniques, tout a été organisé pour qu'après leur arrivée à Cuba, les voyageurs puissent rentrer de façon sûre et immédiate au Royaume-Uni par voie aérienne* ».

« *C'est le moment d'être solidaires, de comprendre la santé comme un droit humain, de renforcer la coopération internationale pour faire face à nos défis communs* », a souligné le ministère cubain des Affaires étrangères dans un communiqué.

Evacuation

Le ministère britannique des Affaires étrangères "t*ravaille sans relâche pour organiser des vols d'évacuation de Cuba vers le Royaume-Uni le plus tôt possible pour les passagers du MS Braemar*", a indiqué un porte-parole. « *Nous avons actuellement 22 passagers et 21 membres d'équipage en isolement, après avoir montré des symptômes grippaux* », a expliqué sur son site internet la compagnie Fred Olsen Cruise Lines, gestionnaire du bateau qui se trouve actuellement près des Bahamas.

« *Cela inclut cinq personnes qui ont été testées positives au coronavirus Covid-19 à notre dernier port d'escale, Willemstad au Curaçao, mardi* 10 mars », a-t-elle précisé. Cuba est devenu la semaine dernière le 12e pays latino-américain touché par l'épidémie, apparue en décembre en Chine, avec les cas de trois touristes italiens - deux femmes et un homme - testés positifs mercredi au coronavirus, puis un quatrième cas - un Cubain - confirmé jeudi.

Alors que le monde entier se barricade, dont une partie de l'Amérique latine, Cuba, dont l'économie repose fortement sur le tourisme, dit n'avoir pour l'instant pas l'intention de fermer ses frontières. Aucune quarantaine systématique n'est appliquée en fonction des pays de provenance.

2020 Outre-mer avec AFP 16 mars

Mort d'une femme enceinte après une chute du mur de la frontière américaine

Par Mona Péralte

Le mur du président américain Donald Trump est une arme qui tue beaucoup plus de migrants

Une ancienne reine de beauté guatémaltèque, Miriam Estefany Girón Luna 19 ans, enceinte de sept à huit mois est décédée mercredi dernier, quelques jours après sa chute du mur frontalier qui sépare le Mexique et les États-Unis.

Elle tentait de franchir la frontière entre les deux pays lorsqu'elle est tombée de ce mur frontalier de six mètres de haut. Son partenaire, Dilver Israel Díaz García, 26 ans, a alerté une unité d'agents de la patrouille frontalière du secteur El Paso, qui a appelé les services médicaux d'urgence. Lorsqu'elle a été localisée, la patrouille

suite à la page(18)



Miriam Estefany Girón Luna, 19 ans, est décédée mardi 10 mars dans un hôpital d'El Paso, au Texas, après avoir subi une chute accidentelle du mur à la frontière américaine

Algérie : 56e vendredi, le hirak refuse le «confinement»

Par Mustapha Benfodil

Alors que la question de savoir s'il faut ou pas sortir pour cause de coronavirus, surtout après que l'Algérie ait enregistré ses deux premiers décès, fait rageusement débat sur les réseaux sociaux, le hirak n'a pas dérogé à son rituel contestataire du vendredi, avec des défilés massifs enregistrés hier, à Alger, au 56e acte du mouvement populaire.

La matinée a connu les mêmes contingents de police quadrillant hermétiquement les artères principales de la ville et surveillant de très près le périmètre de la mosquée Errahma, les rues Khelifa Boukhalfa et Victor Hugo, devenus ces dernières semaines le point de ralliement des premiers manifestants.

Et comme chaque vendredi, les rafles de la police ont conduit à l'interpellation de nombreux hirakistes. «Environ 15 personnes interpellées à la rue Victor Hugo (Alger) vers midi. Vigilance», alertait le Comité national pour la libération des détenus (CNLD) sur sa page Facebook. Dans une autre publication, le comité revoyait le chiffre des interpellations à la hausse: «Alerte: un autre groupe de manifestants embarqués dans un deuxième fourgon cellulaire de la police (…) devant Djamaa Errahma. Au total, plus de 30 arrestations déjà.»

Vers 13h, quelques dizaines de protestataires, massés rue Khelifa Boukhalfa et cernés par un cordon de police déployé à hauteur de la bouche de métro, ont commencé à scander «Dawla madania, machi askaria!» (Etat civil, pas militaire!). Un jeune citoyen est brutalement interpellé sous nos yeux par des agents en civil appuyés par d'autres gaillards en uniforme.

Une dame tente de les raisonner. Une autre s'écrie: «Haggarine!» (Oppresseurs) La foule vocifère: «Pouvoir assassin!» Peu de temps après, des appels au calme sont lancés par des citoyens qui ont invité les manifestants à faire silence alors que la voix du muezzin s'élevait dans le ciel appelant à la prière du vendredi. Conformément aux instructions des autorités, le prêche est écourté.

A 13h32, un brouhaha sourd embrase l'atmosphère. «Dawla madania, machi askaria!» (Etat civil et non pas miliaire) fuse en chœur. Des escouades de policiers, tous portant des masques de protection, quittent la rue Victor Hugo. Un autre cordon des forces antiémeute, arborant là aussi des masques protecteurs, boucle la rue Didouche à hauteur de l'agence Ooredoo. Un groupe de femmes martèle : «Djazair horra dimocratia !» (Algérie libre et démocratique). Le cortège de manifestants s'étale sur la rue Didouche en chantant: «Les généraux, ya el khawana, wallah ma rana habssine, klitou lebled, zawali mate, oukilkoum rabbi el âli !» (Les généraux, bande de traîtres, on ne s'arrêtera pas. Vous avez pillé le pays, le pauvre a été sacrifié, on s'en remet à Dieu). A la place Audin, des marcheurs scandent le nom de l'ex-policier Toufik Hassani qui vient d'être condamné à six mois de prison, dont trois mois ferme. Une multitude de portraits à l'effigie de Slimane Hamitouche, arrêté samedi dernier en même temps que Samir Benlarbi et placés sous mandat de dépôt, sont brandis également.

«Le "virus" du hirak est plus fort»

On pouvait remarquer d'emblée hier que, contrairement aux éléments de la police, l'écrasante majorité des manifestants n'avait pas de masque protecteur. Nous avons noté cependant que beaucoup se saluaient sobrement, évitant les effusions tactiles. «Ma fille qui est médecin m'a exhorté à ne pas faire le hirak aujourd'hui. Je lui ai répondu: "Tu as sans doute de bons arguments scientifiques, mais il te manque les arguments scientifico-politiques"», confie un monsieur dans un sourire. Amar, un inconditionnel du hirak dont l'épouse a subi une intervention chirurgicale, ne pouvait résister, lui non plus, à la tentation de sortir manifester. «Le hirak ne doit en aucune manière s'interrompre, et ce n'est pas le coronavirus qui va nous arrêter. Si le hirak s'estompe, nous ne relèverons plus jamais la tête. Je ne le fais pas pour moi mais pour la dignité de nos enfants. Nous sommes prêts à tous les sacrifices!» plaide Amar.

Cette dimension sacrificielle est très présente, en effet, chez nombre de hirakistes. Si certains sont carrément dans le déni, d'autres semblent bien conscients du danger, mais ils sont prêts à en assumer les conséquences «pour la bonne cause». La productrice Amina Haddad, figure de proue du hirak algérois, a posté ce message sur sa page Facebook où elle fait subtilement la part des choses. Elle écrit: «Moi, Amina Haddad, maman et citoyenne responsable, en bonne santé, déclare en mon âme et conscience rejoindre la manifestation du vendredi et du samedi en prenant toutes les précautions sanitaires. Notre lutte continue et rien ne saura l'affaiblir!»

Et elle était là, fidèle au poste, hissant cette pancarte : «Attachés au serment de la Révolution. Et dans le hirak nous resterons. Mon immunité, c'est ma détermination.» Une manifestante nous dit pour sa part : «J'étais tentée de ne pas sortir mais le "virus" du hirak est plus fort.» Abdelhakim, fils de chahid [combattant pour l'indépendance], un autre pilier du hirak, lance avec humour : «Ils ont trouvé un remède au corona, un traitement qui s'appelle "hirak".»

Sur les pancartes brandies, le thème dominant, là encore, est le Covid-19, comme l'illustrent ces messages: «Le coronavirus n'empêchera pas le peuple de poursuivre sa révolution pacifique jusqu'à la libération de l'Algérie»; «La meilleure protection sanitaire se fera en rupture avec le système autoritaire»; «L'hypocrisie du pouvoir liberticide soucieux de la santé du peuple qu'il réprime depuis plus d'un an pour sa pérennité»; «Le virus corona, on peut le soigner, mais la issabavirus est un dard pourri. Son remède est la quarantaine (imposée) par le peuple».

14h20. Nous rejoignons la rue Asselah Hocine pour attendre l'arrivée du cortège de Bab El Oued. En contrebas de la rampe Ben Boulaïd, en face de l'Aletti, des jeunes chantent : «Vingt ans avant le corona, vous avez commencé à nous tuer. Nous sommes décidés, vous êtes fichus, le hirak toujours debout!»

14h30. Une marée humaine fait vibrer la rue Asselah Hocine en scandant ce slogan inspiré lui aussi de l'actualité épidémiologique qui tient en haleine la planète entière: «Maranache habssine hatta takhtona, djibou el BRI ou zidou el corona!» (On ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que vous partiez, ramenez la BRI et le corona). Une dame revendique à travers son écriteau: «Il faut fermer les aéroports, pas les écoles et les universités, M. Tebboune». Sur un panneau, ce slogan féroce: «Le virus corona plutôt que le virus hagrona» (oppression). Faites quand même attention à vous et à vos proches…

El Watan 14 mars 2020



L'écrasante majorité des manifestants n'avait pas de masque protecteur. Beaucoup se saluaient sobrement !



Le hirak ne doit en aucune manière s'interrompre, et ce n'est pas le coronavirus qui va nous arrêter. Si le hirak s'estompe, nous ne relèverons plus jamais la tête

Suite de la page (17)



Le mur en treillis métallique de 22 pieds dans la ville de Clint

Miriam Estefany Girón Luna a été hospitalisée pendant trois jours avant que les médecins la déclarent morte mardi après-midi vers 2h 39

frontalière l'a transférée à l ' « hôpital del Sol », dans la ville d'El Paso, où elle a été admise en soins intensifs du 7 mars jusqu'à ce que sa mort soit signalée le 10 mars dernier.

Les médecins ont indiqué que l'ancienne beauté guatémaltèque souffrait d'hémorragie cérébrale, de lacérations du foie et des reins et d'une fracture du bassin. Bien qu'ils aient tenté d'effectuer une césarienne d'urgence, le bébé n'a pas non plus survécu.

Miriam Giron et son bébé qui n'était pas encore né s'ajoutent aux milliers de morts causées par la barrière érigée par l'administration du président américain Donald Trump.



La victime Miriam Estefany Girón Luna

Pleins Feux Sur Joseph « Joe » Charles Jr. (?)

Par Ed Rainer Sainvill *« Un bassiste d'avant-garde »*

Laurent lui a surgi dans le giron d'une famille de frères musiciens dont il est l'aîné. En s'illustrant d'un talent versatile de bassiste, guitariste et batteur. Ayant eu à traverser les périodes post-yéyé sans se faire apercevoir. C'est au sein du groupe « Les Loups Noirs » qu'il va émerger dans la génération ***mini***, en faisant entrevoir ses capacités de bassiste inspiré. Aussi bien qu'il a eu une carrière florissante avec cet orchestre à travers lequel il a mis sa marque inventive en évidence dès le début. Notamment avec les premiers succès du groupe comme les fameux ***slows***: ***Doudoune, Pourquoi Betty*** ? Ainsi que des tubes tels ***: konprann lavi, souvni, mwen pat panse, verite*** etc. Depuis lors, ce fut une longue traversée durant laquelle Laurent eut à s'associer aux frères Wagner et Ricardo ''Tiplum" Franck avec lesquels il s'est fait d'autres perspectives.

En prenant son art à un niveau supplémentaire, au milieu de ces deux larrons des cordes extasiées et flopées. Et en compagnie desquels il a irrigué la musique des « Loups Noirs », fort de ses fresques de bassiste éclectique et de ses envolées pittoresques. Autant de combinaisons qui ont permis à cet ensemble de prendre d'assaut les Antilles en groupe avant-coureur. Dans ce processus, Cicéron a su mettre en valeur son toucher allégorique, tout en exposant sa musicalité outrancière avec des hits comme ***: Maria, machann kokoye*** elt. Pour laisser la barque pour les Antilles, juste à la fin du règne de la filiation ***mini***, au passage du format *''big band"*. A l'ultime succès : ***Sarah*** qui a conséquemment vu l'effritement du groupe et sa fin de cycle, quelques temps après leur regroupement à N.Y. Il s'est ensuite regroupé autour de ses frères pour la fondation du groupe « Odyssée One », de parcours épisodique.



Après ce franchissement, Laurent s'est un peu repositionné *''en solo"* avec la formation du « Zatrap », d'orientation nouvelle vague. A la faveur d'une musique innovante au fumet de ***zouk***, et, mettant à nu son don de guitariste. Agrémentant de cette signature non-orthodoxe, feutrée et imagée dont il s'est acquitté à souhait. Pour être éventuellement convoité par le « Magnum Band ». Lequel s'est bien assuré d'un bassiste qui s'y connait, après le passage du convaincant Nasser Chéry et du fringant J.M Pokito Almatas. Ainsi, Laurent le créatif bassiste de la musique haïtienne est venu apporter l'équilibre à Dadou et Tico. Pourvoyant de ce groove pétillant, diffus d'éclats et un doigté exclusivement inspiré qui stimule tout. Avec le « Magnum », il a entamé une fructueuse collaboration qui a plafonné sur une kyrielle d'œuvres auxquelles il a apporté cette nuance qui a temporisé l'allure du groupe ; la rendant plus accessible et dansante.

Une mutation qui l'a rendu incontournable, dans un ensemble au sein duquel il s'est constitué en trinité avec Dadou et Tico. Notamment à travers les albums : ***Dife, The best in town, Islam, Tèt ansanm, Révélation, San fwontyè, Pure gold, Anthologie 1 et 2, 25ème Anniversaire, 30ème Anniversaire, Oulala, Sakalakwè*** et autres. Avec Laurent, le « Magnum » a connu une période tout à fait stable ;

Suite de la page (8)

de divers secteurs et acteurs politiques du pays estimant que la façon de procéder le Président Jovenel Moïse n'est pas la bonne, personne, en tout cas, aucun leader politique sérieux, n'ira participer ou prendre part au processus électoral que le pouvoir compte lancer bientôt. En clair, une transition politique est inévitable soit à la fin du mandat du Président soit avant si l'opposition parvient à le renverser avant 2022.

Tandis que, pour Jovenel Moïse, l'opposition ne peut arriver au pouvoir que par les élections. On se rappelle que le Président de la République, lors d'une visite à Kenskoff le mois dernier, avait déclaré sous forme de provocation, peut-être à l'intention de l'opposition, qu'« il n'y aura plus jamais de transition en Haïti » avant de poursuivre « Le mandat expirera le 7 février 2022 et nous n'allons pas remettre les rênes du pays à un gouvernement de transition. Car, l'agenda devrait nous permettre de réaliser, entre autres projets, des élections libres, honnêtes et démocratiques ». C'est un vœu pieux si l'on tient compte de la manière dont le nouveau gouvernement a été mis en place. Pas l'ombre d'un ministre d'ouverture encore moins d'un gouvernement de consensus alors que l'opposition tire à boulet rouge sur le nouveau Premier ministre qui serait le choix personnel d'un Jovenel Moïse qui se sent libéré de toutes contraintes pour imposer sa volonté. Circuler, il n'y a rien à voir !

Justement, depuis quelques jours, circule sur les réseaux sociaux un texte signé d'un certain Fredo Pierre faisant croire que le nouveau Cabinet ministériel dirigé par Jouthe Joseph est bel et bien l'œuvre d'un « Gouvernement d'Union nationale ». Afin d'étayer sa thèse, l'auteur se base sur la présence d'une dizaine de Ministres, Secrétaires y compris Jouthe Joseph lui-même pour tenter de prouver que « Le pays est véritablement doté d'un Gouvernement d'Union nationale ». Quelqu'un qui ne connaît pas suffisamment la vie politique et le fonctionnement des institutions haïtiennes serait facilement tombé dans ce piège s'il voyait cette liste où figurent les noms des soi-disant dix membres des Partis politiques qui ont intégré le nouveau Cabinet ministériel. Dans cette prise de position, on relève seulement la méconnaissance ou la mauvaise foi de l'auteur en ce qui a trait à un gouvernement dit d'Union nationale.

D'ailleurs, pour qu'il y ait gouvernement « d'union », il faut au préalable la signature d'un accord entre les Partis politiques concernés et le chef de l'Etat ou de son Premier ministre ayant reçu le feu vert de celui-ci. Cet accord doit être impérativement précédé de pourparlers ou négociations comme il a été le cas entre l'opposition et le Président Jovenel Moïse dans le but justement de sortir avec un accord entre les deux parties. Malheureusement, peut-être avec le jusqu'au boutisme des uns et des autres ou les ruses de l'une ou de l'autre des parties, jamais elles n'y sont parvenues. Résultat, après des mois de pourparlers, Haïti s'est retrouvée avec un Premier ministre nommé sans l'aval ou le consentement de l'opposition. Ainsi, aucun Parti ou leader politique connu ou reconnu n'a endossé ou soutenu officiellement la nomination de Jouthe Joseph.

Même pas le PHTK, le Parti du Président si l'on croit les déclarations de son chef Liné Balthazar. Parler de « Gouvernement d'Union nationale » est une pire fiction ou du terrorisme intellectuel afin d'induire en erreur ou de manipuler la population. Il ne faut pas confondre la participation des « électrons libres » ou des « Grenn 5 », comme on dit en Haïti, dans un Cabinet ministériel pour que celui-ci devienne automatiquement un « Gouvernement d'Union nationale ». Le nouveau gouvernement n'est d'ailleurs même pas un gouvernement d'ouverture si l'on considère que ce sont des personnalités venues de la société civile ou totalement indépendantes des Partis politiques qui intègrent un gouvernement à la demande du Président de la République et du Premier ministre cherchant justement à faire une ouverture vers la société civile qui peuvent lui donner cette appellation. Les neufs ou dix personnalités que Fredo Pierre cite en tant que membres des Partis politiques qui auraient labélisé le Cabinet de Jouthe Joseph de « Gouvernement d'Union nationale » sont en réalité des individualistes même si un jour ou jusqu'à maintenant ils se réclament d'un Parti. Aucun ne peut dire ouvertement qu'il a été désigné officiellement par son Parti après un accord politique ou de gouvernement avec le Président Jovenel Moïse.

Comment peut-on imaginer une minute que c'est OPL (Organisation des Peuples en Lutte) qui a désigné Lucmane Delille pour devenir ministre de la justice ou Pitit Dessalines de Jean-Charles Moïse qui a fait don de Eddy Jackson Alexis pour être Secrétaire d'Etat à la Communication et Porte-Parole du gouvernement sans parler de Marie Ghislaine Monpremier qui serait proposée par la Fusion des Sociaux Démocrates ? C'est mal connaître le fonctionnement des Partis politiques dans ce pays. Il n'y a aucun doute, les Pradel Henriquez, Hervé Saintilus, Jonas Coffy, Audin-Fils Bernadel, Charlot Jacquelin Junior et même Jouthe Joseph sont dans le gouvernement à titre personnel. Ils sauvent seulement leur « bifteck », il n'y a aucun lien entre eux et leur soi-disant Parti politique à propos de ce gouvernement. Ces individus ne pourront apporter la stabilité politique ou sociale au pays puisque aucun d'entre eux ne pourra d'une manière ou d'une autre empêcher l'opposition, si elle arrive à reprendre du souffle, de soulever le pays contre le pouvoir.

Aucun de ces dix Partis politiques qui seraient aux responsabilités gouvernementales par le biais de « leurs ministres » dans le « Gouvernement d'Union nationale » n'a d'emprise sur ces « électrons libres » ou « Grenn 5 » qui ne font que satisfaire un vieux fantasme personnel : être Ministre à n'importe quel prix et qu'importe le résultat. En tout cas, depuis les 4, 5 et 6 mars 2020, avec l'installation et la passation des pouvoirs dans les différents ministères, la présidence de Jovenel Moïse a pris un nouveau tournant qui serait peut-être le dernier soit pour le meilleur soit pour le pire. Et, comme le nouveau Premier ministre Jouthe Joseph qui voue une « fidélité et solidarité » indéfectible au chef de l'Etat l'a clairement dit après sa rencontre avec l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Haïti, Michèle B. Sison deux jours après son investiture « Si je ne peux pas donner des résultats, il faut que je cède la place à quelqu'un d'autre ». Et là, pour une fois, tous les Haïtiens seraient d'accord avec lui.

C.C

prospectant une tessiture musicale essentielle aux multiples approches du maestro Dadou et du groupe. Son jeu très harmonieux, couplé de motifs et de pulsations est exalté d'un ***swing*** épinglé. Adepte du ***jazz,*** il a imprégné toute cette écriture dans la musique ambiante de *"la seule différence"*, l'imbibant d'une apparence cérébrale. Puis, entre les étapes successives et d'innombrables tournées avec « Magnum ». Puis, une phase de hiatus avec le groupe qui lui permet d'aller se ressourcer au pays.

C'est dans cette optique qu'il a pris l'initiative du quartet « Wouwoli » d'approche acoustique qui l'a autorisé à improviser à la contrebasse. Dans des ritournelles qui l'emmènent à sillonner à travers des excursions ***"anbatonèl"*** et jazzées. Et des variétés qui font surgir les multiples paramètres explorés à travers ses diverses journées. Puis, en proie au surmenage, il est tombé victime d'une congestion cérébrale, heureusement moins sévère qui l'a tenu au lit pour quelque temps. Alors, frustré de n'avoir pas reçu la visite de courtoisie de ses deux partenaires, il a décidé de ne plus s'associer aux compères du ***konpa-pakapala***. Se retrouvant par la suite aux Antilles où sa femme est originaire, en s'adonnant à l'élaboration de projets fiables. Tout en prodiguant l'art musical à de nombreux adeptes.

Suite de la page (3)

par le président, mais cette partie n'est pas audible.

Bien que l'identité de l'homme n'ait pas été révélée au public, la vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux :Twitter, les hashtags #Bolsonaroacabou et # VocêNaoÉPresidente et a été le sujet le plus commenté des réseaux de ce mardi matin.

Ce discours haïtien a été suivi des réactions surprises des partisans du président, mais il a lavé l'âme de millions de Brésiliens. Cependant, sans connaître l'identité de l'homme, les internautes ont commencé à suggérer qu'il s'agit d'un homme de grand courage rappelant celui de Toussaint Louverture, l'un des pionniers de la révolution haïtienne, le précurseur de l'indépendance d'Haïti dont le principal artisan fut le révolutionnaire Jean-Jacques Dessalines qui lui succéda dans la lutte contre le colonialisme esclavagiste de la France, à l'époque.

Si les internautes savaient, ils-elles compareraient volontiers la bravoure, la témérité de ce digne Haïtien à celle de Capois-la-Mort. En effet, le premier brava l'animal d'extrême droite à sa barbe même, à ses risques et périls ; le second fonça fièrement sous les boulets des canons français. Finalement, et comme on le sait, le général Rochambeau qui avait du reste reconnu et salué l'exploit de ce glorieux militaire devait capituler et signer sa reddition à Dessalines. On n'aurait jamais pu s'attendre à un comportement aussi magnanime de la part du sale fasciste Bolsonaro .



Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

